CHIFFRES-CLÉS

N° 42

carif ■ oref
Ile de La Réunion

Tableau de bord EFOP

Emploi - Formation
Orientation Professionnelle

POPULATION
Activité économique
EMPLOI
Formation initiale
FORMATION CONTINUE
Financement



Préfet de la Région Réunion

Région Réunion
www.regionreunion.com

Novembre 2017

NOTES

Tableau de bord

EFOP

Emploi - Formation

Orientation Professionnelle

SOMMAIRE

Chiffres-clés 4

La population réunionnaise
- DÉMOGRAPHIE 6
- RÉPARTITION ET ÉVOLUTION DE LA POPULATION SUR LE TERRITOIRE 7
- CARACTÉRISTIQUES DE LA POPULATION 8
- ILLETTRISME 9
- TAUX D'ACTIVITÉ ET TAUX D'EMPLOI 10
- TAUX DE CHÔMAGE ET DEMANDE D'EMPLOI 11

L'activité économique et l'emploi
- LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE 14
- ÉTABLISSEMENTS – CRÉATION D'ACTIVITÉ - DÉFAILLANCE 15
- L'EMPLOI À LA REUNION 16

La formation initiale
- SCOLARISATION ET ORIENTATION PRIMAIRE – COLLÈGE À LA RÉUNION 18
- EFFECTIFS DES INSCRITS DU SECOND DEGRÉ (HORS COLLÈGE) À L'ISSUE DE LA TROISIÈME 19
- EFFECTIFS DES INSCRITS EN FORMATION INITIALE SUPÉRIEURE 20
- EFFECTIFS EN APPRENTISSAGE 21
- FORMATION INITIALE PROFESSIONNELLE PAR THÈME 22
- INSERTION IVA-IPA 23

La formation continue
- CHIFFRES CLÉS FORMATION CONTINUE 26
- CHIFFRES CLÉS FORMATION CONTINUE : PROFIL DES STAGIAIRES EN 2016 27
- LA VAE 28

Le financement
- COMPTES EMPLOI – FORMATION – ORIENTATION PROFESSIONNELLE 2015 30
- COMPTE EFOP : PRISES EN CHARGE DES FORMATIONS DES OPCA 31

Sources et méthodes 32

Glossaire - Index des sigles 35

CHIFFRES-CLÉS

POPULATION

850 996 **habitants** soit 1,3 % de la population de La France

ÉVOLUTION

Population x2 par rapport à 1968

CARACTÉRISTIQUE

Une population **encore jeune** (38 %) mais **vieillissante**

PROJECTION

+ d'1 million d'habitants en **2040**

116 000 personnes en situation d'**illettrisme**

CONTEXTE ÉCONOMIQUE

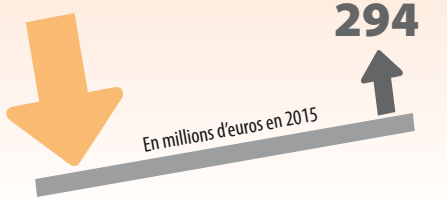
PIB EN 2014

17 milliards d'euros + 3 % en un an

SPÉCIFICITÉ

84 % de la richesse est produite par **le tertiaire**

UNE ÉCONOMIE PEU EXPORTATRICE



EMPLOI

279 833 **emplois** en 2015 dont **90 % salariés**

CROISSANCE

+ de 4 900 **emplois** créés **par an**

POIDS DES ACTIVITÉS

87 % des emplois sont portés par **le tertiaire**

MARCHÉ DU TRAVAIL

22 % **de chômage en 2016** soit le 2e taux le plus important de France (après la Guyane)

DEMANDEURS D'EMPLOI (DEFM)

134 376 **demandeurs de catégorie A** fin décembre 2016 peu d'évolution par rapport à 2015

LES JEUNES LES PLUS VULNÉRABLES

44 % de taux de chômage **des moins de 25 ans**

Et une situation qui **s'aggrave** chez **les séniors** (+ 9 points en 5 ans)

26 % **des DEFM** chez les **plus de 50 ans**

FORMATION INITIALE 2015-2016

Second degré (hors collège) : **45 906** **élèves**

Enseignement supérieur : **20 670** **étudiants**

Apprentissage : **4 774** **apprentis**

FORMATION CONTINUE 2016

46 000 **nouvelles places** de formation offertes sur **formanoo.org**

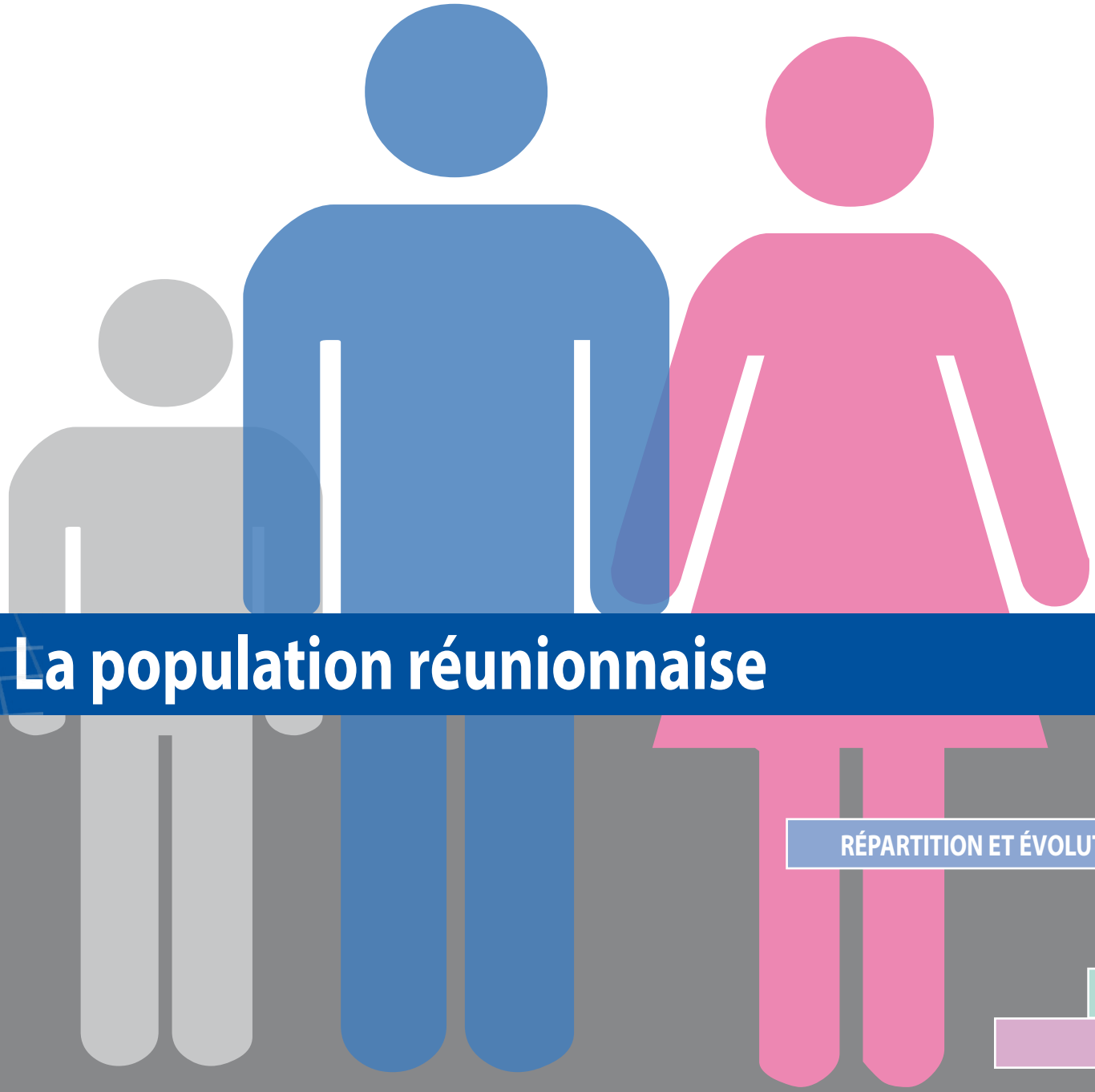
+ de 14 000 stagiaires (données provisoires) inscrits dans les formations financées par le Conseil Régional ayant démarré en 2016

22 500 **nouvelles places** sont financées par le Conseil Régional

VAE ENTRE 2010 ET 2015

26 017 personnes **informées**

5 031 personnes ont **validé** leurs expériences



La population réunionnaise

DÉMOGRAPHIE

RÉPARTITION ET ÉVOLUTION DE LA POPULATION SUR LE TERRITOIRE

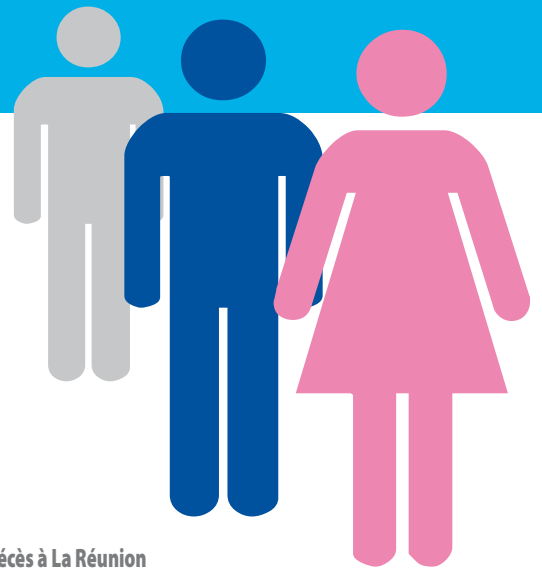
CARACTÉRISTIQUE DE LA POPULATION

ILLETTRISME

TAUX D'ACTIVITÉ ET TAUX D'EMPLOI

TAUX DE CHÔMAGE ET DEMANDE D'EMPLOI

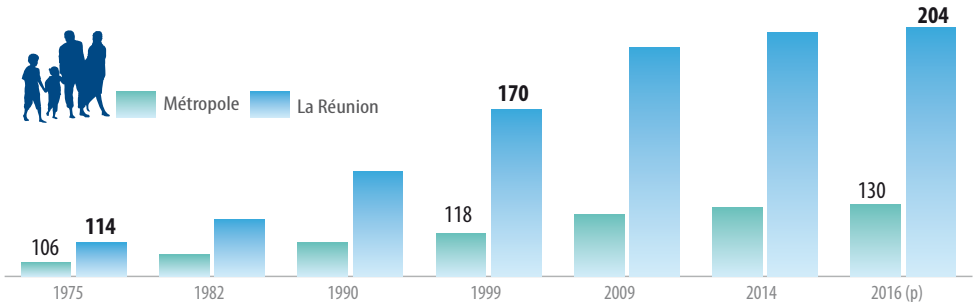
DÉMOGRAPHIE



Au 1er janvier 2016, la population réunionnaise est estimée à 850 996, soit 1,3 % de la population de la France. Depuis 1968, la population a été multipliée par 2. Cette croissance s'explique principalement par un solde naturel élevé sur le territoire. Pour autant les projections de la population en 2040 ne seront probablement pas atteintes en raison de départs plus nombreux que les arrivées et d'un solde naturel en légère baisse.

UNE CROISSANCE LARGEMENT SUPÉRIEURE À LA FRANCE MÉTROPOLITAINE

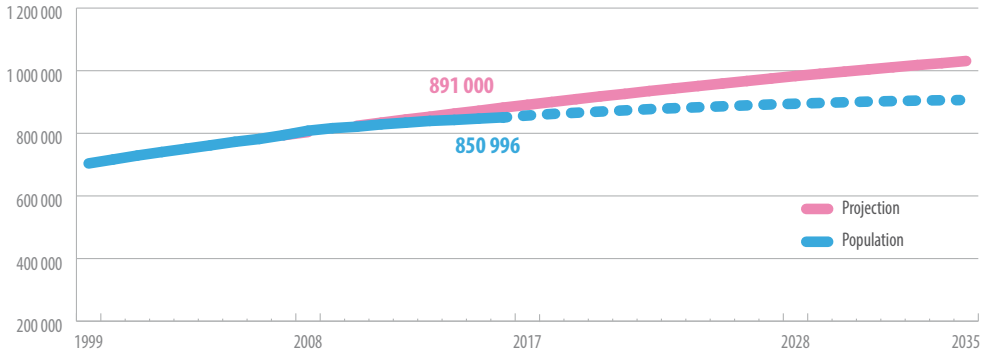
Graphique 1 : Evolution de la population par rapport à 1968 (base 100)/ Réunion et France métropolitaine



Source : Insee, RP et estimations de population (2016) – Traitement CARIF-OREF Réunion

UN RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE DE LA POPULATION

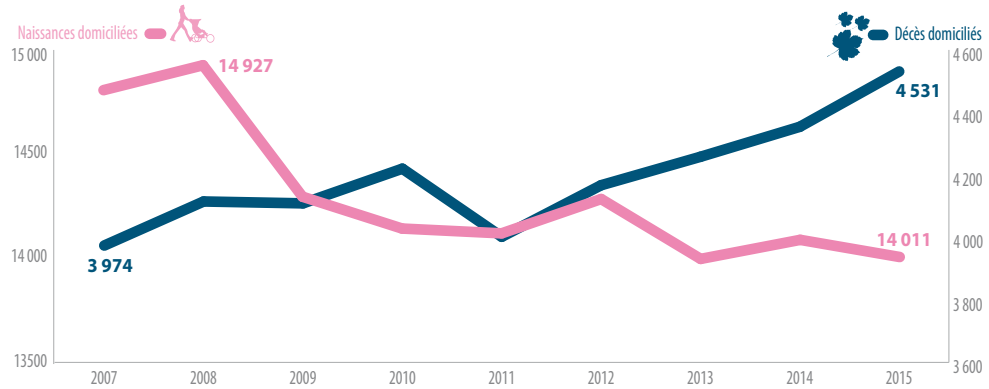
Graphique 2 : Projection de la population réunionnaise



Source : Insee, RP et estimations de population (2016) – Omphale 2010 – Traitement CARIF-OREF Réunion

UNE NATALITÉ EN RECUL

Graphique 3 : Evolution de la natalité et des décès à La Réunion



Source : Insee, statistique de l'état civil – Traitement CARIF-OREF Réunion

DES DÉPARTS DU TERRITOIRE PLUS NOMBREUX NOTAMMENT CHEZ LES JEUNES

Tableau 1 : Solde migratoire à La Réunion

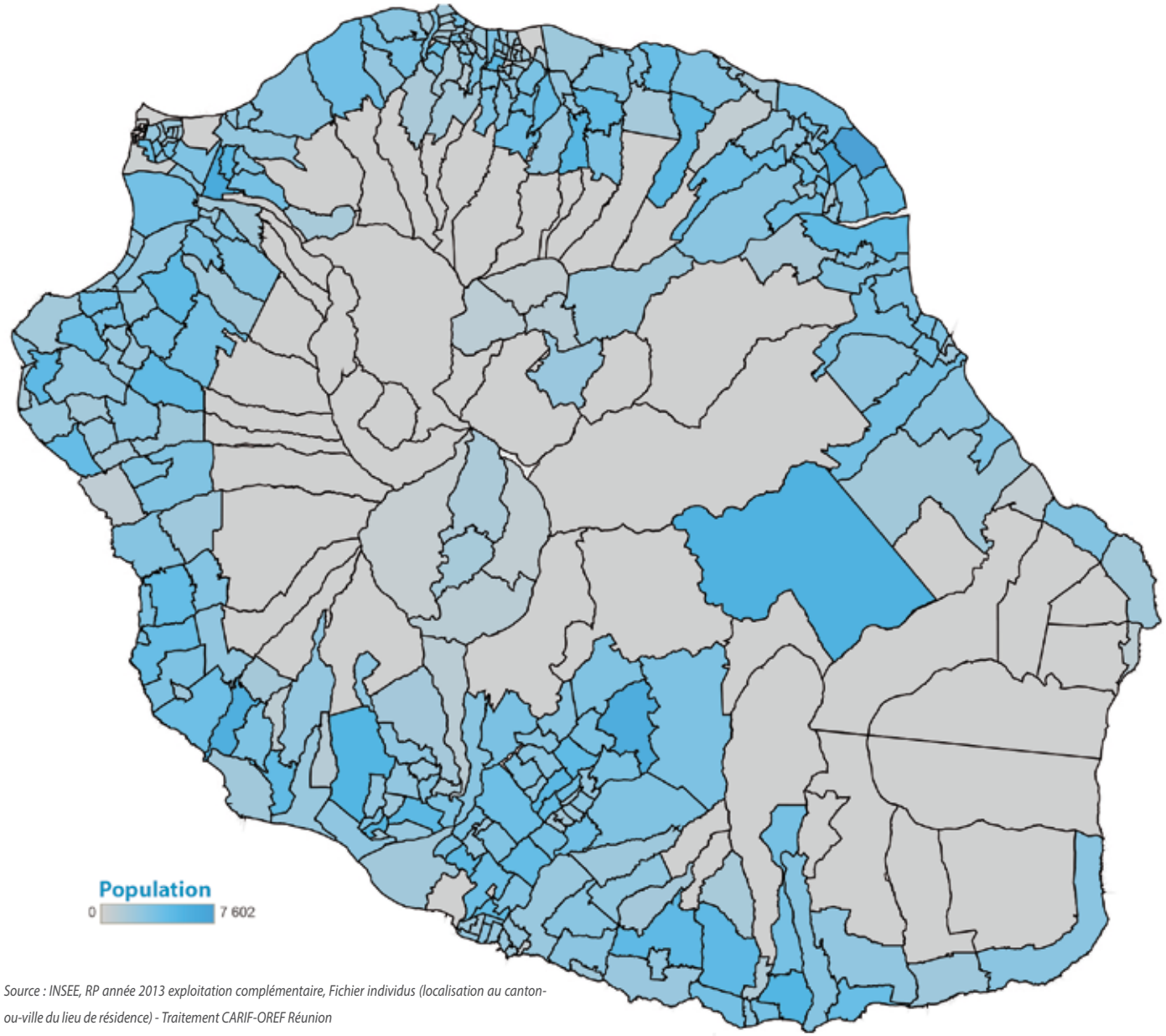
En 2013, près de 30 000 jeunes de 16 à 29 ans natifs de La Réunion résident en métropole. Parmi eux, 12 200 poursuivent des études, principalement dans le supérieur.

Variation relative annuelle 2009-2016 (en %)		
Totale	Due au solde naturel	Due au solde apparent des entrées et des sorties
0,6 %	1,2 %	– 0,6 %

Source : Insee, RP et estimations de population (2016) – Traitement CARIF-OREF Réunion

RÉPARTITION ET ÉVOLUTION DE LA POPULATION SUR LE TERRITOIRE

Carte IRIS de la population réunionnaise en 2013



Source : INSEE, RP année 2013 exploitation complémentaire, Fichier individus (localisation au canton-ou-ville du lieu de résidence) - Traitement CARIF-OREF Réunion

Durant les deux prochaines décennies, c'est le **Nord de l'Ile** qui devrait connaître **la plus faible croissance de population (+ 14 000 habitants, soit 7 % de croissance)**. Il ne concentrerait alors plus qu'environ un cinquième de la population réunionnaise contre un quart aujourd'hui.

La microrégion Est devrait voir son poids relatif en nombre d'habitants se maintenir (environ 15 %), mais sa population **se renforcer de près de 39 000 habitants d'ici à 2030 (33 % de croissance).**

L'Ouest serait susceptible de connaître la même progression que l'Est (32 %), mais dans des volumes plus importants : **68 000 habitants supplémentaires** sont prévus.

Enfin, **le Sud, déjà majoritaire** en nombre d'habitants, tendrait à voir son poids relatif augmenter pour **compter 37 %** de la population de l'île, ce qui représenterait **91 000 habitants de plus** qu'en 2009.



CARACTÉRISTIQUES DE LA POPULATION

La répartition de la population par tranche d'âge s'est modifiée au cours des 15 dernières années reflétant une population vieillissante. La part des moins de 25 ans, qui était de 45 % en 1999, a baissé de 7 points en 2016. A l'inverse la part des 50 ans et plus a augmenté de 12 points durant cette même période. La région se caractérise par une proportion de non diplômés plus élevée qu'au niveau national, respectivement 50 % et 33 % en 2013, pour la population non scolarisée de 15 ans et plus. La part des personnes titulaires d'un diplôme de niveau supérieur ou égal au bac augmente de 14 points (17 % en 1999, 31 % en 2013) et la part des personnes non diplômées se réduit (62 % en 1999, contre 51 % en 2013).

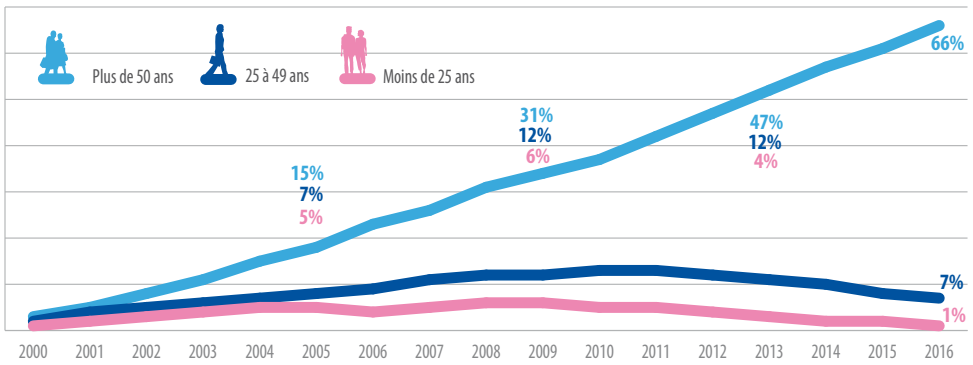
UNE POPULATION JEUNE MAIS VIEILLISSANTE

Tableau 2 : Evolution de la part de la population par tranche d'âge

TRANCHE D'ÂGE	1999	2008	2016
MOINS DE 25 ANS	45 %	42 %	38 %
25 À 49 ANS	37 %	36 %	33 %
PLUS DE 50 ANS	17 %	**22 %**	**29 %**

Source : Insee, RP et estimations de population (2016) - – Traitement CARIF-OREF Réunion

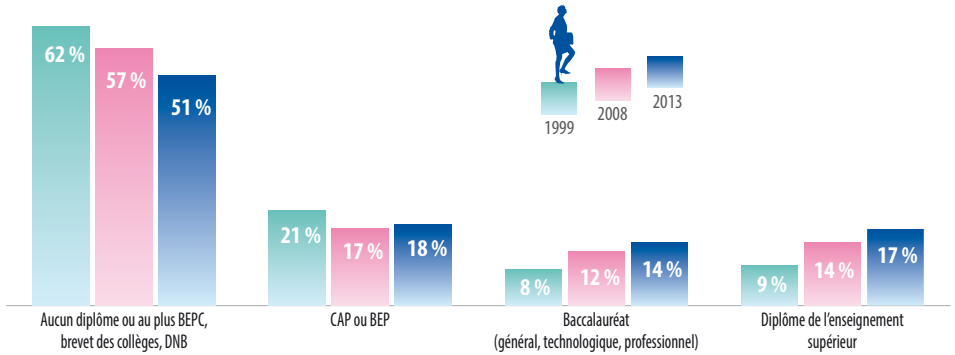
Graphique 5 : Evolution de la population par tranche d'âge par rapport à 1999



Source : Insee, RP et estimations de population (2016) - – Traitement CARIF-OREF Réunion

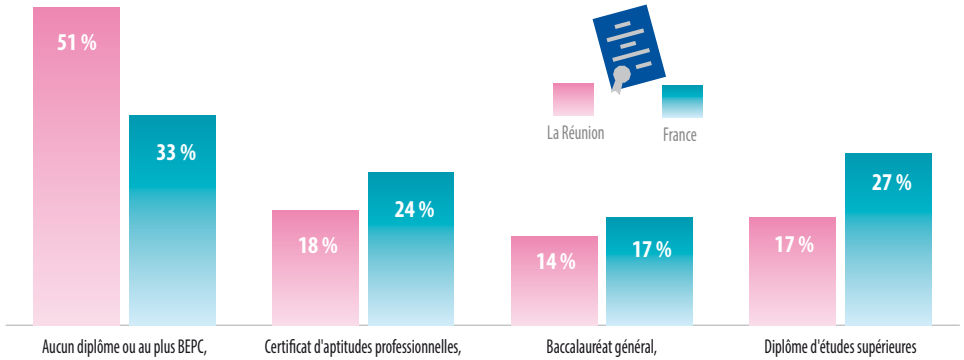
LE NIVEAU DE QUALIFICATION S'AMÉLIORE MAIS RESTE INFÉRIEUR À CELUI DE LA FRANCE

Graphique 6 : Evolution des niveaux de qualifications à La Réunion



Source : Insee, RP2013 exploitation principale- Population non scolarisée de 15 ans et plus -Traitement CARIF-OREF Réunion

Graphique 7 : Diplôme le plus élevé de la population réunionnaise en 2013 comparaison par rapport à France



Source : Insee, RP2013 exploitation principale-Population non scolarisée de 15 et plus Traitement CARIF-OREF Réunion

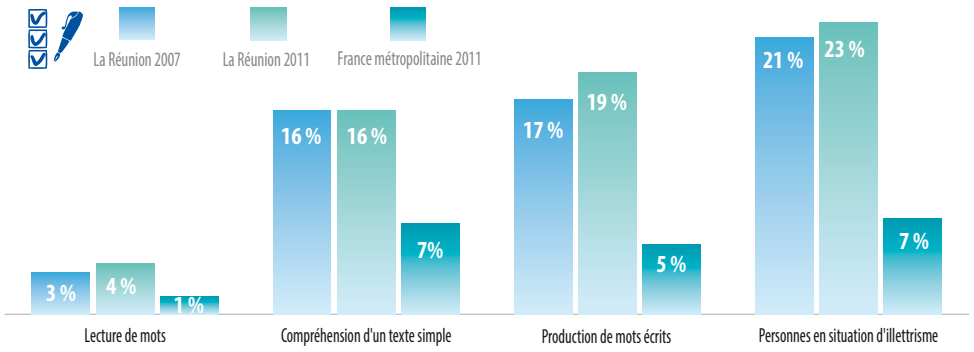
ILLETTRISME

L'illettrisme qualifie la situation de personnes de plus de 16 ans qui, bien qu'ayant été scolarisées, ne parviennent pas à lire et à comprendre un texte portant sur des situations de leur vie quotidienne, et/ou ne parviennent pas à écrire pour transmettre des informations simples (ANLCI, 2013). Les données sur l'illettrisme proviennent principalement de 2 enquêtes réalisées sur le plan national, avec des extractions régionales.

L'enquête Information et Vie Quotidienne (IVQ) pour les adultes de 16 à 65 ans

116 000 PERSONNES EN SITUATION D'ILLETTRISME À LA RÉUNION

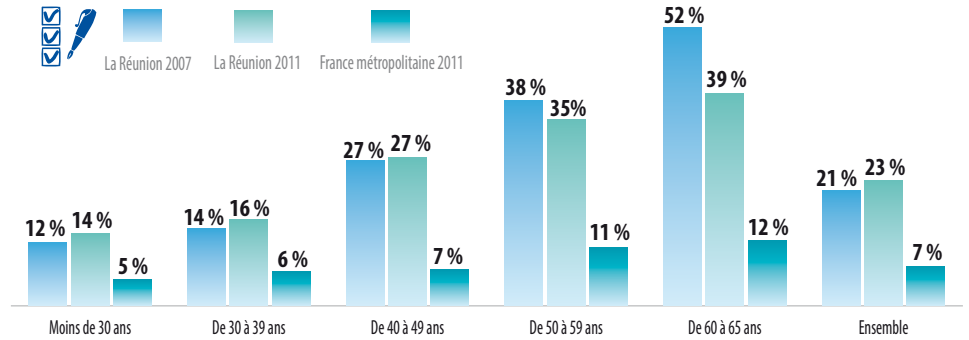
Graphique 8 : Part des personnes en grande difficulté selon le type d'exercice



Source : Insee, IVQ Réunion 2007 et 2011 – Traitement CARIF OREF Réunion

MÊME SI LES JEUNES SONT MOINS SOUVENT EN DIFFICULTÉS QUE LEURS AINÉS, 1 SUR 7 RESTE EN SITUATION D'ILLETTRISME.

Graphique 9 : Taux d'illettrisme selon l'âge

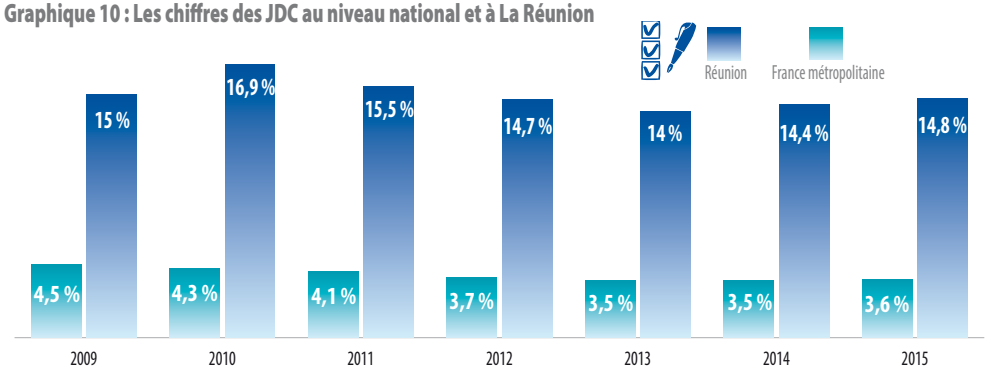


Source : Insee, IVQ Réunion 2007 et 2011 – Traitement CARIF OREF Réunion

La Journée Défense et Citoyenneté (JDC) pour les jeunes de 16 à 25 ans

A LA RÉUNION EN 2015, 14,8 % DES JEUNES REÇUS À LA JDC ÉTAIENT EN SITUATION D'ILLETTRISME

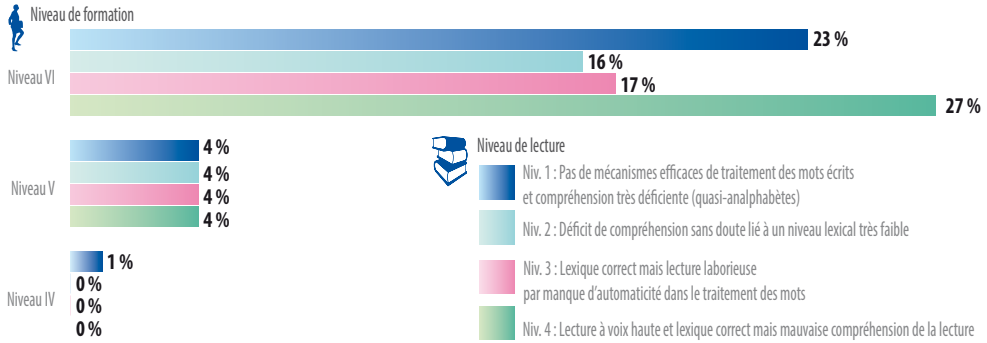
Graphique 10 : Les chiffres des JDC au niveau national et à La Réunion



*Sources : Ministère de la Défense - DSN, MENESR-DEPP *Profils 1 & 2 – Traitement CARIF OREF Réunion*

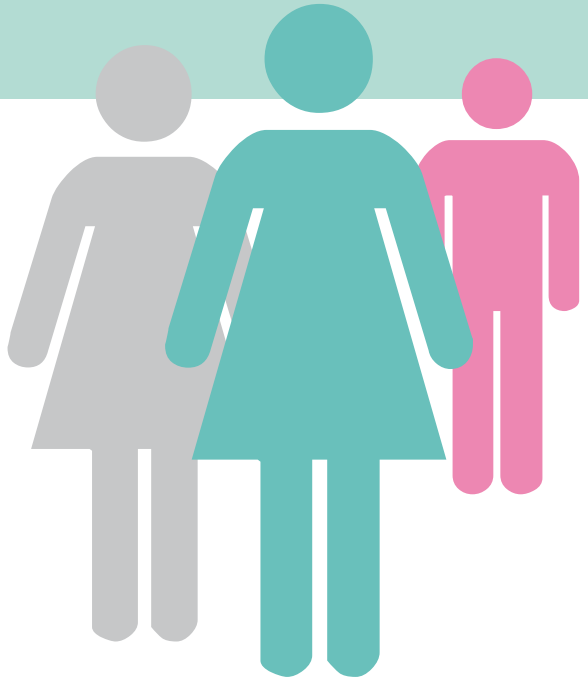
LES JEUNES EN DIFFICULTÉ DE LECTURE SONT DE MOINS EN MOINS NOMBREUX À MESURE QUE LE NIVEAU D'ÉTUDES S'ÉLÈVE

Graphique 11 : Répartition des niveaux de formation par profil de lecture à La Réunion en 2014



Sources : Ministère de la Défense/SGA/DSN, 2014 – Traitement CARIF OREF Réunion

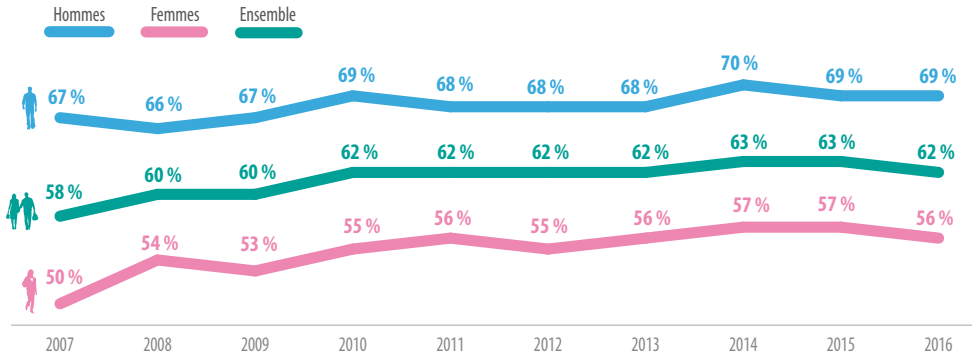
TAUX D'ACTIVITÉ ET TAUX D'EMPLOI



En 2016, La Réunion compte plus de 268 000 actifs en emploi âgés de 15 à 64 ans. En 9 ans, le taux d'activité et le taux d'emploi des femmes a augmenté respectivement de 9 points et de 6 points. Les marges de progression sont encore possibles si l'on compare avec la France métropolitaine où le taux d'activité des femmes est de 68 % et le taux d'emploi de 61 %.

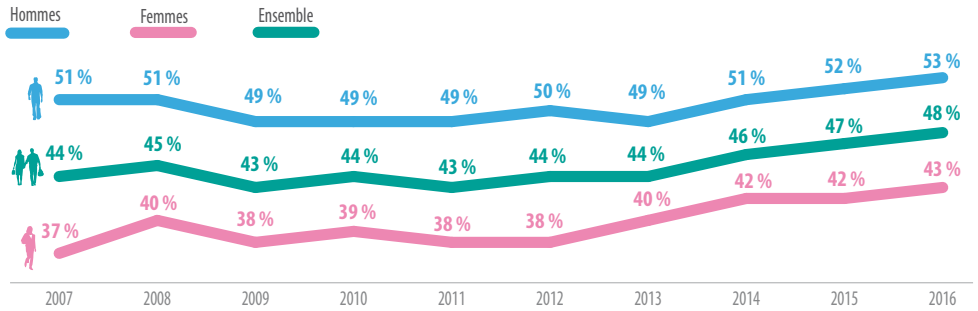
UNE AUGMENTATION DU TAUX D'ACTIVITÉ ET DU TAUX D'EMPLOI

Graphique 12 : Evolution des taux d'activité (15-64 ans) à La Réunion



Source : Insee, Enquêtes emploi Réunion (situation au 2e trimestre) (2007-2013) - Insee, enquête Emploi en continu (2014 - 2015 - 2016) - Traitement CARIF OREF Réunion

Graphique 13 : Taux d'emploi (15-64 ans) à La Réunion



Source : Insee, Enquêtes emploi Réunion (situation au 2e trimestre) (2007-2013) - Insee, enquête Emploi en continu (2014 - 2015 - 2016) - Traitement CARIF OREF Réunion

DES CONDITIONS D'EMPLOI SUBIES

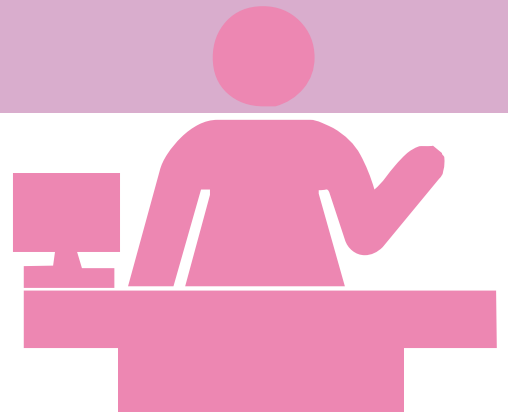
Tableau 3 : Temps partiel et sous-emploi au sens du BIT à La Réunion en 2016

		NOMBRE	PART AU SEIN DES SALARIÉS EN %
TEMPS PARTIEL		56 000	22
	Hommes	17 000	13
	Femmes	39 000	32
SOUS-EMPLOI		34 000	13
DONT TEMPS PARTIEL SUBI		33 000	13
	Hommes	13 000	10
	Femmes	21 000	17

Champ : personnes de 15 ans ou plus en emploi. - Source : Insee, enquête Emploi en continu 2016

Le travail à temps partiel concerne 22 % des salariés à La Réunion en 2016.

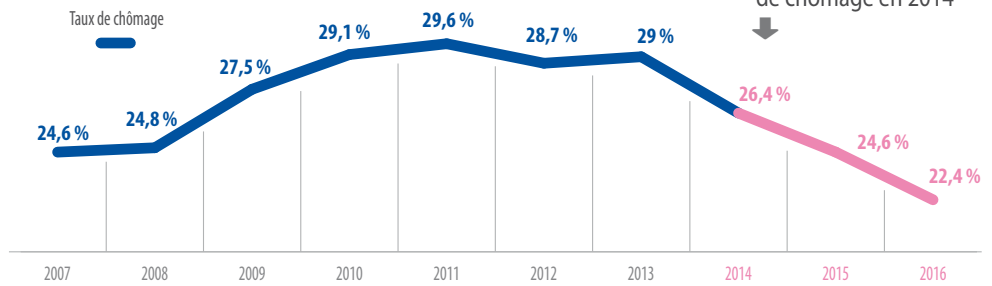
TAUX DE CHÔMAGE ET DEMANDE D'EMPLOI



Selon l'enquête emploi 2016, le taux de chômage à La Réunion est de 22 %, soit historiquement le taux le plus bas. Ce taux est deux fois supérieur à celui de la France (9 %). Parallèlement, depuis 2008, le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) augmente de 1 % par an. En fin d'année 2016, La Réunion compte 134 376 demandeurs d'emploi de fin de mois de catégorie A, sans emploi et immédiatement disponibles et 160 374 demandeurs d'emplois de catégorie ABC, immédiatement disponibles mais avec une activité réduite.

LE TAUX DE CHÔMAGE DIMINUE MAIS RESTE IMPORTANT

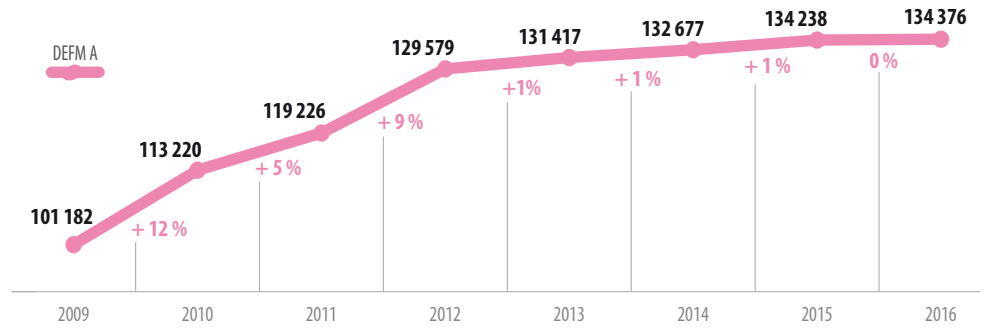
Graphique 14 : Evolution du taux de chômage à La Réunion



Source : Insee, Enquêtes emploi Réunion (situation au 2e trimestre) (2007-2013) - Insee, enquête Emploi en continu (2014 - 2015 - 2016) - Traitement CARIF OREF Réunion

LA HAUSSE DES DEMANDEURS D'EMPLOI RALENTIT

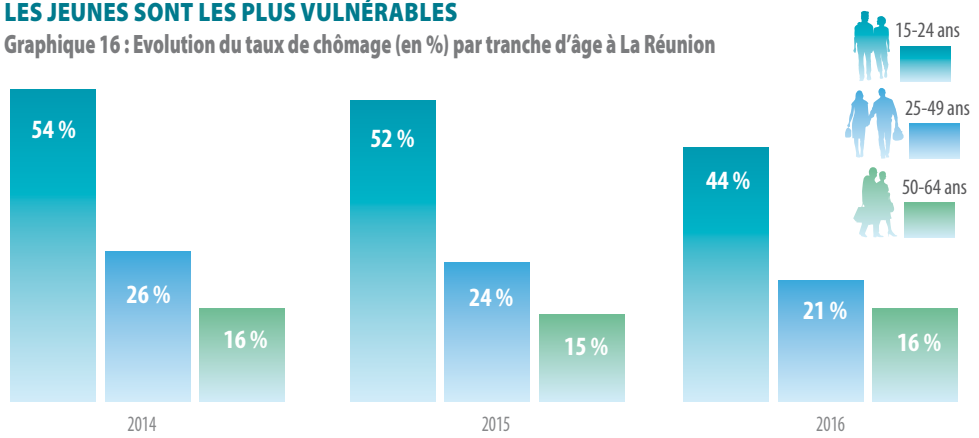
Graphique 15 : Evolution des DEFM A à La Réunion



Source : DIECCTE – Nostra – Traitement CARIF OREF Réunion

LES JEUNES SONT LES PLUS VULNÉRABLES

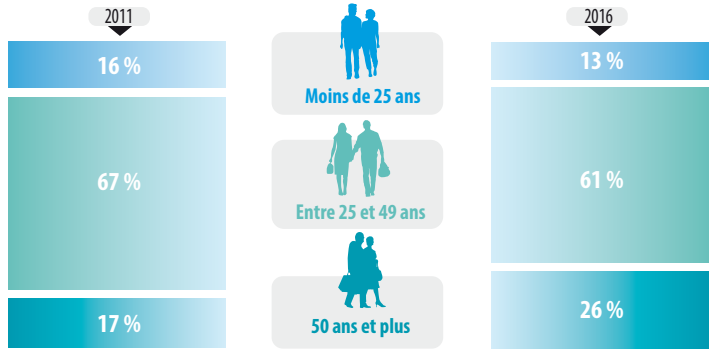
Graphique 16 : Evolution du taux de chômage (en %) par tranche d'âge à La Réunion



Source : Insee, Enquêtes emploi Réunion (situation au 2e trimestre) (2007-2013) - Insee, enquête Emploi en continu (2014 - 2015 - 2016) - Traitement CARIF OREF Réunion

LA SITUATION DES SENIORS EST À SURVEILLER

Graphique 17 : Evolution du poids des DEFM A par tranche d'âge



Source : DIECCTE – Nostra – Traitement CARIF OREF Réunion











L'activité économique et l'emploi

LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE
ÉTABLISSEMENTS – CRÉATION D'ACTIVITÉ - DÉFAILLANCE
L'EMPLOI A LA REUNION

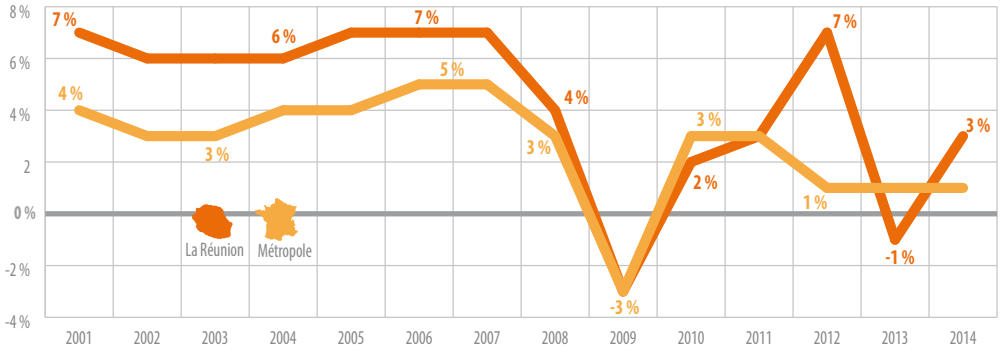
LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE

En 2014, selon l'INSEE, le produit intérieur brut (PIB) de La Réunion est de 17 milliards d'euros, il a progressé de 3 % après une baisse de 1 % en 2013. L'économie réunionnaise semble ainsi amorcer une reprise avec un niveau de croissance qui n'avait pas été observé depuis le début de la crise en 2009. Cette croissance reste néanmoins inférieure à la moyenne constatée entre 2000 et 2007 (+ 6 % en moyenne par an).

84 % de la richesse est produite par le tertiaire contre 79 % pour la France. La Réunion présente ainsi une spécificité économique forte portée sur le tertiaire non marchand (administration publique, enseignement, santé et action sociale) et le tertiaire marchand. Les valeurs produites dans le secteur de l'industrie sont en retrait par rapport au niveau national : 6 % pour La Réunion contre 13 % pour la France.

UNE ÉCONOMIE EN TRAIN DE SE REMETTRE DE LA CRISE...

Graphique 18 : Evolution des Produits Intérieurs Bruts Régionaux (PIBR)



Source : Insee, comptes régionaux (données 2014 semi-définitives)

....TOURNÉE VERS LE TERTIAIRE,...

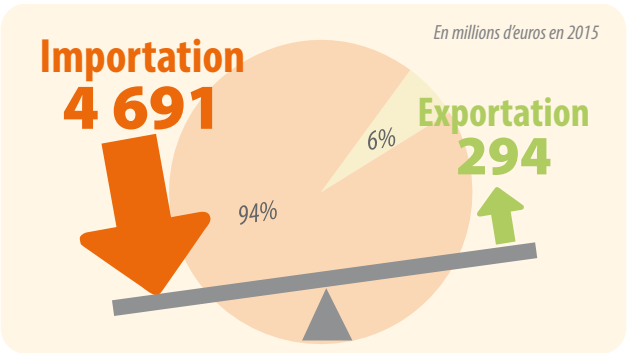
Tableau 4 : Part des branches dans la valeur ajoutée brute en 2010

SECTEUR D'ACTIVITÉ	LA RÉUNION	FRANCE
Agriculture, sylviculture et pêche	1 %	2 %
Construction	7 %	6 %
Industrie	8 %	14 %
Tertiaire marchand	47 %	56 %
Tertiaire non marchand	37 %	23 %
Ensemble	100 %	100 %

Source : Insee, comptes régionaux (données 2014 semi-définitives)

.... PEU EXPORTATRICE

Graphique 19 : Solde de la balance commerciale de La Réunion en 2015 (en millions d'euros) , uniquement pour les biens hors service.



Source : Douanes – rapport annuel IEDOM – Traitement CARIF OREF Réunion

ÉTABLISSEMENTS – CRÉATION D'ACTIVITÉ - DÉFAILLANCE

En 2015, La Réunion compte 66 436 établissements. Ce sont majoritairement des petites et moyennes structures, 73 % n'ont aucun salarié et seulement 6 % ont 10 salariés et plus. Les établissements exercent majoritairement leur activité dans le secteur tertiaire marchand (55 %). Ce secteur rassemble le plus d'établissements employeurs (17 %). La dynamique de création d'entreprises a repris en 2016 avec plus de 6 000 créations de nouvelles entreprises à La Réunion. La part des créations des micro-entrepreneurs diminue régulièrement depuis 2013. Seulement 64 % des entreprises survivent après 3 ans d'existence contre 71 % pour la France.

PRINCIPALEMENT DES PETITES ENTREPRISES ORIENTÉES VERS LES ACTIVITÉS DE SERVICE

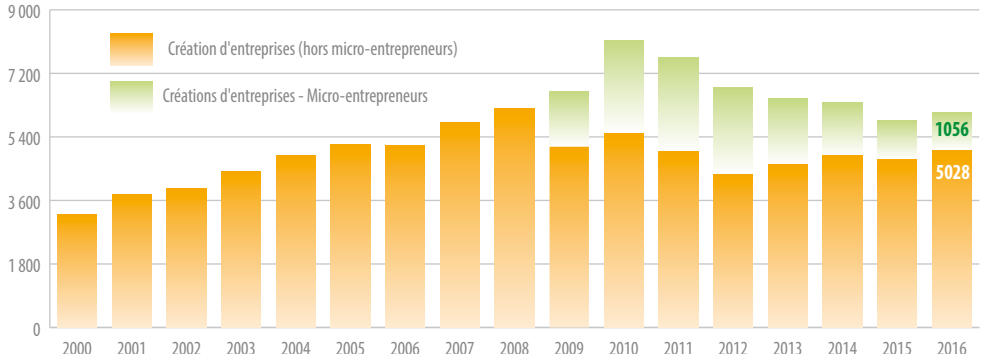
Tableau 5 : Nombre d'établissements par taille et par secteur d'activité en 2015

TRANCHE D'EFFECTIFS	NOMBRE	RÉPARTITION	INDUSTRIE	AGRICULTURE	CONSTRUCTION	TERTIAIRE NON MARCHAND	TERTIAIRE MARCHAND
0 salarié	48 201	73 %	6 %	11 %	7 %	9 %	39 %
De 1 à 5 salariés	11 927	18 %	1 %	1 %	2 %	2 %	12 %
De 6 à 9 salariés	2 428	4 %	0 %	0 %	0 %	0 %	2 %
De 10 à 49 salariés	3 181	5 %	1 %	0 %	0 %	1 %	2 %
50 salariés et plus	699	1 %	0 %	0 %	0 %	1 %	0 %
Total général	**66 436**	**100 %**	**8 %**	**12 %**	**10 %**	**14 %**	**55 %**

Source : INSEE, Sirène, fichier détail, dénombrement des entreprises et des établissements, champ total au 1er janvier 2015 - Traitement CARIF-OREF Réunion

PLUS DE 6 000 NOUVELLES ENTREPRISES EN 2016

Graphique 20 : Création d'entreprises dans le secteur marchand à La Réunion (données brutes, hors agriculture)

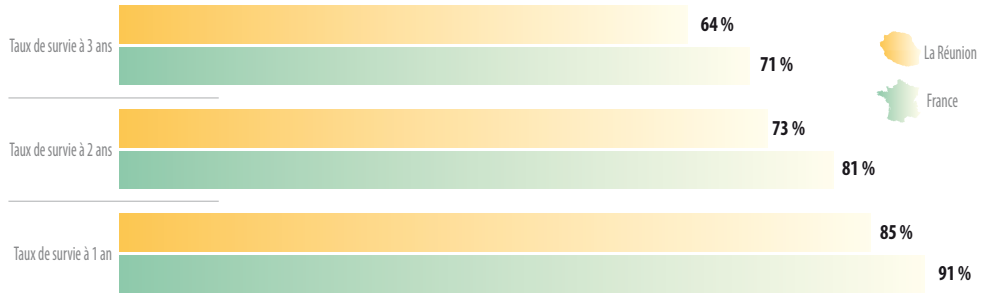


Source : Insee Réunion – Avril 2017 – Traitement CARIF OREF

UN FAIBLE TAUX DE SURVIE DES ENTREPRISES CRÉÉES

Graphique 21 : Taux de pérennité des entreprises

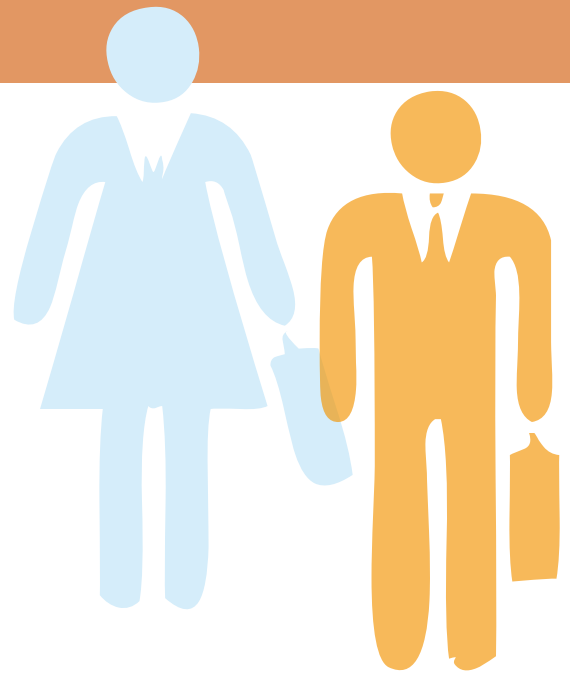
Champ : entreprises créées au cours du 1er semestre 2010, exerçant des activités marchandes non agricoles (hors auto-entreprises).



Source : Insee, Sine2010 interrogation 2010 et 2013.

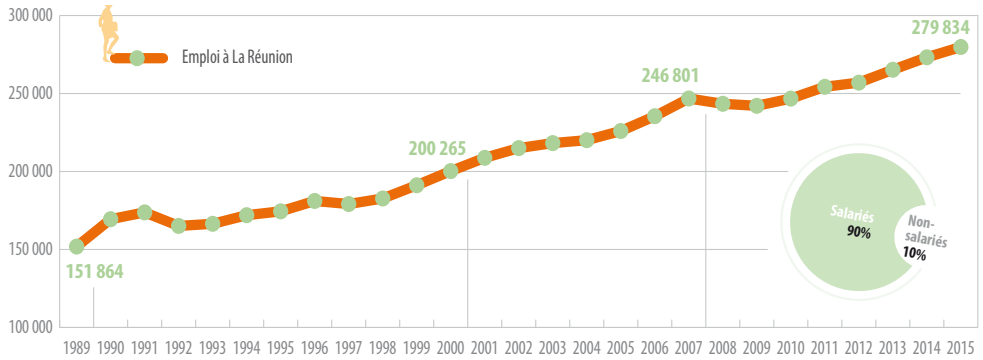
L'EMPLOI A LA RÉUNION

Le nombre d'emplois à La Réunion est passé de 151 000 en 1989 à 279 834 en 2015 soit une création moyenne de plus 4 900 emplois par an. La majorité de ces emplois sont salariés (90 % en 2015). A l'exception des périodes de crises économiques, La Réunion a presque toujours bénéficié d'un taux de croissance annuel de l'emploi supérieur à celui de la France. Les activités tertiaires marchandes et non marchandes représentent 87 % des emplois à La Réunion en 2013



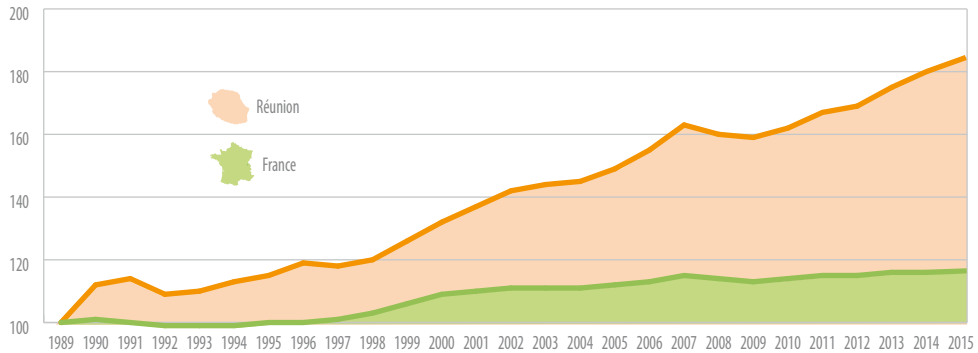
EN MOYENNE, 4 900 EMPLOIS PAR AN

Graphique 22 : Evolution de l'emploi à La Réunion 1989-2015



Sources : Estel de 1990 à 2015 – 2015 données provisoires – Traitement CARIF OREF Réunion

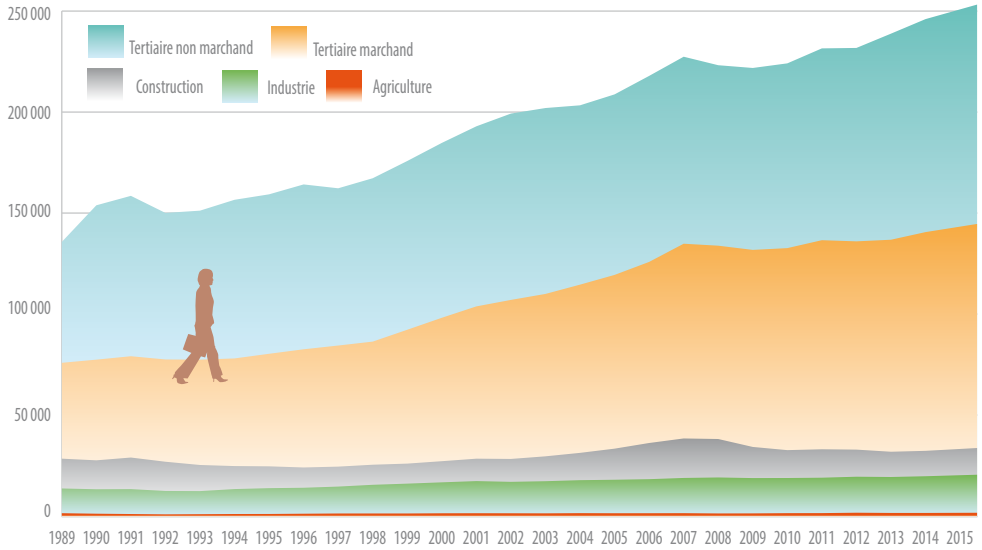
Graphique 23 : Evolution comparée de l'emploi entre La Réunion et la France



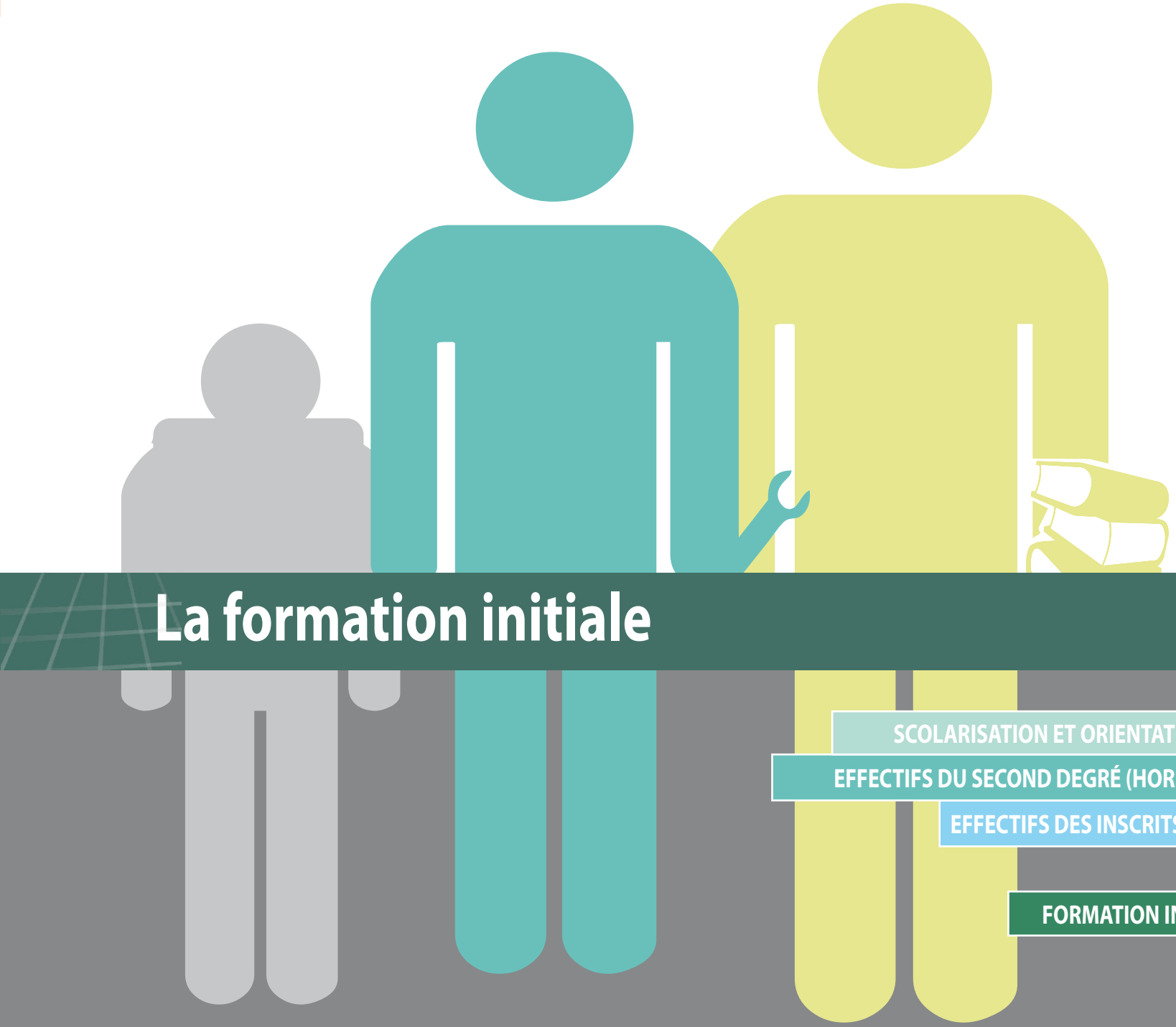
Sources : Estel de 1990 à 2015 – 2015 données provisoires – Traitement CARIF OREF Réunion

UNE FORTE TERTIARISATION DE L'EMPLOI SALARIÉ

Graphique 24 : Part de chaque secteur dans l'emploi total selon les différents recensements de la population



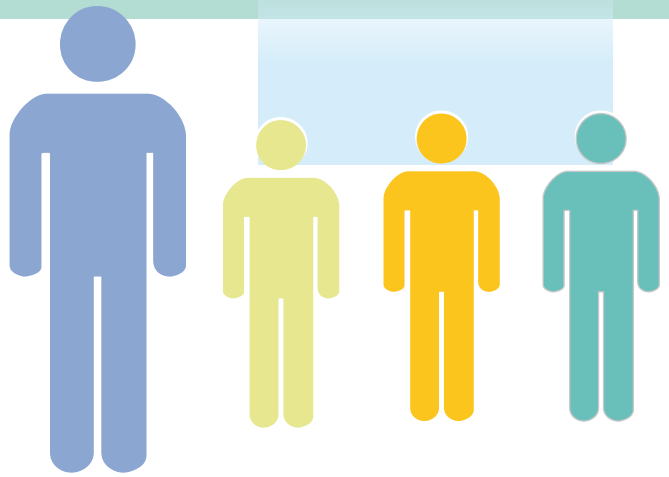
Sources : Estel de 1990 à 2015 – 2015 données provisoires – Traitement CARIF OREF Réunion



La formation initiale

SCOLARISATION ET ORIENTATION PRIMAIRE/COLLÈGE A LA RÉUNION
EFFECTIFS DU SECOND DEGRÉ (HORS COLLÈGE) A L'ISSUE DE LA TROISIÈME
EFFECTIFS DES INSCRITS EN FORMATION INITIALE SUPÉRIEURE
EFFECTIFS EN APPRENTISSAGE
FORMATION INITIALE PROFESSIONNELLE PAR THÈME
INSERTION IVA-IPA

SCOLARISATION ET ORIENTATION PRIMAIRE/COLLÈGE A LA RÉUNION



Pour l'année scolaire 2015-2016, 118 794 élèves du premier degré sont recensés et 60 651 sont inscrits au collège (section d'enseignement général adapté inclus - SEGPA). A l'issue de la troisième, environ 59 % s'orientent vers une seconde générale, 30 % vers une seconde professionnelle et 10 % vers un CAP.

EN 2014, LE TAUX DE SCOLARISATION DES JEUNES DE 16 À 24 ANS DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EST DE 15 % SOIT UN ÉCART DE – 11 POINTS PAR RAPPORT AU NIVEAU NATIONAL

Les taux de retards scolaire diminuent régulièrement depuis 10 ans à La Réunion à l'entrée de la sixième, de la seconde générale et technologique et de la voie professionnelle. Cependant, le taux de retard est encore élevé à l'entrée de la voie professionnelle.

Graphique 25 : Chiffres-clés sur la scolarisation et l'orientation - Année scolaire 2015-2016

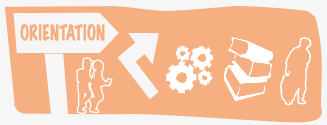


• Dont maternelle : **43 456**
• Dont élémentaire : **75 338**

118 794
élèves du premier degré



60 651
élèves au collège et SEGPA



Environ 13 000 élèves inscrits

toutes troisièmes confondues avec pour orientation :
59 % vers la seconde générale et technologique
30 % vers la seconde professionnelle
10 % vers le CAP, et **1 %** en redoublement

Source : DSM4 - Service des statistiques et indicateurs de pilotage - SAIO pour les données orientations 2015 - site : https : //www.ac-reunion.fr
Traitement CARIF OREF Réunion

Tableau 6 : Principaux indicateurs de parcours des élèves de La Réunion

		RÉUNION		FRANCE	
		%	Evol. 2005/ 2014	%	Evol. 2005/ 2014
Taux de scolarisation en 2014 des jeunes de 16 à 24 ans	Enseignement secondaire	**28,7**	– 3,1	25,5	– 2,5
	Enseignement supérieur	**15,2**	3	26,6	4,3
		%	Evol. 2006/ 2016	%	Evol. 2006/ 2016
Le retard scolaire à la rentrée 2016	Taux de retard à l'entrée en 6ème	**12**	– 13	9,8	– 6,9
	Taux de retard à l'entrée en seconde générale et technologique	**7,4**	– 8,8	8,6	– 7,3
	Taux de retard à l'entrée dans la voie professionnelle	**38,5**	– 38,2	47,8	– 24,9

Source : MENESR-DEPP – Traitement CARIF OREF Réunion

EFFECTIFS DES INSCRITS DU SECOND DEGRÉ (HORS COLLÈGE) A L'ISSUE DE LA TROISIÈME

L'enseignement du second degré regroupe l'enseignement dispensé dans les lycées d'enseignement général et technologique et les lycées professionnels du ministère de l'Éducation nationale ou d'autres ministères. Les formations aux diplômes d'Etat de niveau IV et V du secteur social, paramédical et sanitaire sont également comptabilisées.

45 906 ÉLÈVES ET APPRENTIS SONT INSCRITS EN FORMATION INITIALE DU SECOND DEGRÉ (HORS COLLÈGE) POUR L'ANNÉE SCOLAIRE 2015-2016.
55 % SUIVENT LA VOIE GÉNÉRALE ET TECHNOLOGIQUE (SECONDE, PREMIÈRE ET TERMINALE GÉNÉRALE,...) ET 45 % SONT INSCRITS SUR LA VOIE PROFESSIONNELLE (CAP, BAC PRO,..).

Tableau 7 : Répartition des effectifs du second degré (hors collège par type de formation, années d'études et types de diplômes) pour l'année scolaire 2015-2016

GÉNÉRALE ET TECHNOLOGIQUE 25 362		FORMATION INITIALE PROFESSIONNELLE VOIE SCOLAIRE 17 055						FORMATION INITIALE PROFESSIONNELLE VOIE APPRENTISSAGE 3 489					
9 603		2 486	352	99	4 164	72	40	1275	3	Cursus 1 an : 185	108	Cursus 1 an : 100	1ÈRE ANNÉE
							Cursus 2 ans : 7			Cursus 2 ans : 65		Cursus 2 ans : 312	
5 077	2 870	2 054			4 064	74	Cursus 2 ans : 8	817		32	172	252	2ÈME ANNÉE
4 961	2 851				3 635			3			165		3ÈME ANNÉE
		CAP/ CAPA 4 540	Diplôme d'Etat 352	Autres diplômes 99				CAP/ CAPA 2 095	Diplôme d'Etat 3	Autres diplômes 282			NIVEAU V
Bac Général 10 038	Bac Techno 5 721				BAC Pro/ Bac Pro A 11 863	Diplôme d'Etat 146	Autres diplômes 55				BAC Pro/ Bac Pro A 445	Autres diplômes 664	NIVEAU IV

Source : Académie de La Réunion, Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt, Enquêtes écoles - DRESS - Année 2015-2016- Traitement CARIF-OREF Réunion

EFFECTIFS DES INSCRITS EN FORMATION INITIALE SUPÉRIEURE

20 670 ÉTUDIANTS ET APPRENTIS SONT INSCRITS EN FORMATION INITIALE SUPÉRIEURE EN 2015-2016, 41 % SONT INSCRITS DANS UNE FORMATION À FINALITÉ PROFESSIONNELLE

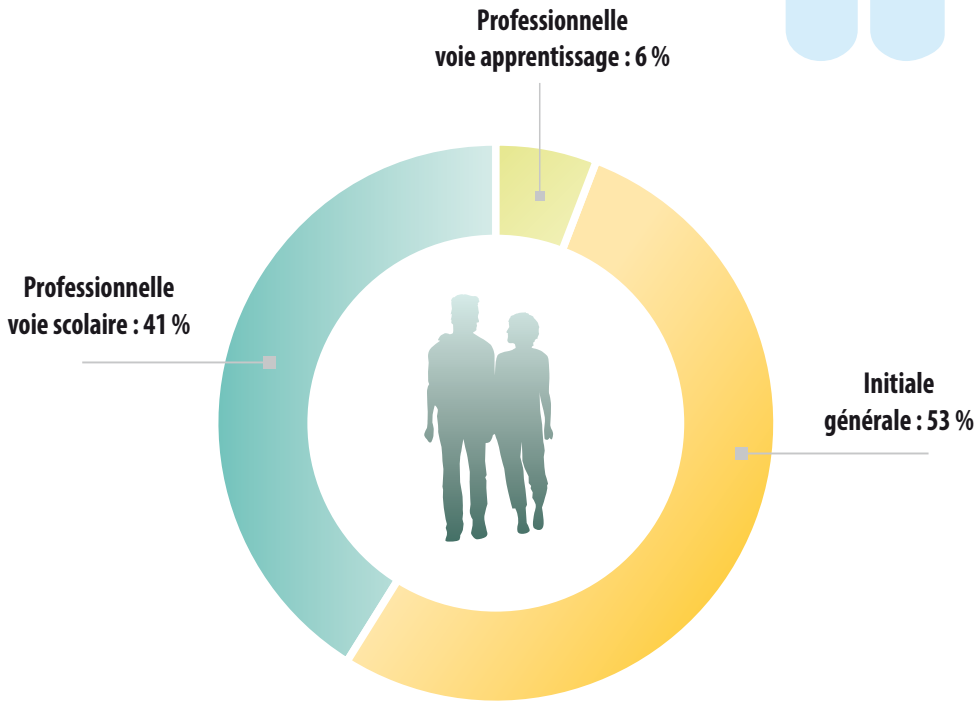
Tableau 8 : Répartition des effectifs en formation initiale supérieure pour l'année 2015 – 2016

	INITIALE GÉNÉRALE	PROFESSIONNELLE VOIE SCOLAIRE	PROFESSIONNELLE VOIE APPRENTISSAGE
Dont autres formations post-secondaires (classe préparatoire aux études supérieures, remise à niveau STS, PACES…)	1 022	14	
Dont DU (DU langues, CPESIP, CADEG…)	381	280	
Dont niveau III (classe préparatoire aux grandes écoles, PCEM)	745	4 544	965
Dont niveau II (Licence LMD, DCEM…)	8 755	1 567	223
Dont Niveau I (Master recherche, Master Pro)	77	2 000	97
Total	**10 980**	**8 405**	**1 285**

Source : Académie de La Réunion, Université de La Réunion, Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt, Enquêtes écoles - DRESS, Ecole Nationale d'architecture Supérieure de Montpellier - Antenne de La Réunion, Ecole Supérieure d'Art de La Réunion, CCI Île de La Réunion - Pôle Formation, UCO La Réunion, Institut de l'Image de l'Océan Indien - Traitement CARIF OREF Réunion

L'enseignement supérieur regroupe l'enseignement dispensé dans les universités, les instituts universitaires (IUT), les écoles supérieures du professorat et de l'éducation (ESPE), les sections de techniciens supérieurs (STS), les classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE), les écoles d'ingénieurs, les écoles de commerce, gestion, vente et comptabilité et les écoles paramédicales et sociales.

Graphique 26 : Répartition des effectifs selon les formations



EFFECTIFS EN APPRENTISSAGE

L'apprentissage est une formation en alternance qui associe une formation chez un employeur et des enseignements dispensés dans un centre de formation d'apprentis. L'apprentissage permet d'accéder à tous les niveaux de qualification professionnelle sanctionnés par un diplôme de l'enseignement technologique ou professionnel du second degré ou du supérieur ou un titre homologué.

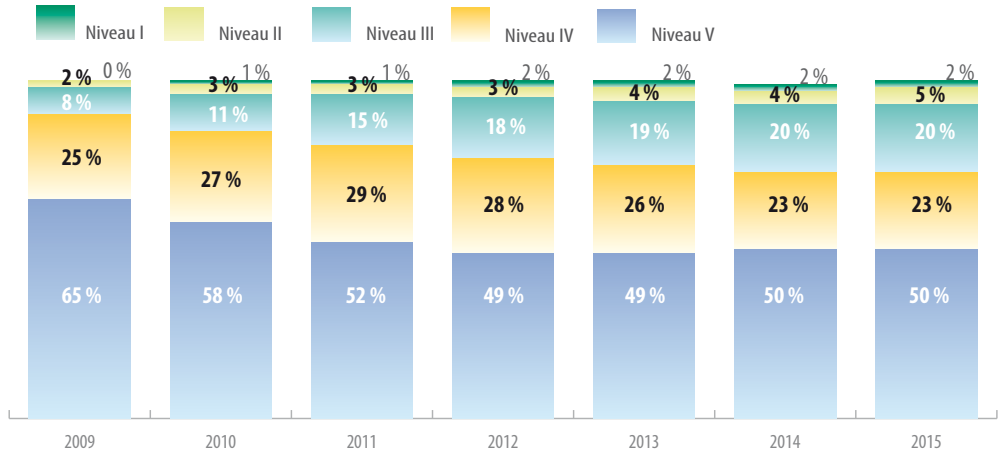
4 774 apprentis sont inscrits en 2015-2016. Près de la moitié sont inscrits dans les formations de niveau V (CAP). La part des femmes apprentis est faible : 31 %. Cela s'explique par une offre d'apprentissage tournée vers les activités de production, activités vers lesquelles les femmes s'orientent peu.

Tableau 9 : Répartition des effectifs en apprentissage pour l'année 2015-2016

NIVEAU DE FORMATION	EFFECTIFS	RÉPARTITION EN %	POIDS DES INSCRITS EN DERNIÈRE ANNÉE	PART DES FEMMES
Niveau V	2380	50 %	44 %	20 %
Niveau IV	1 109	23 %	50 %	33 %
Niveau III	965	20 %	48 %	50 %
Niveau II	223	5 %	84 %	59 %
Niveau I	97	2 %	48 %	42 %
Total général	4 774	100 %	48 %	31 %

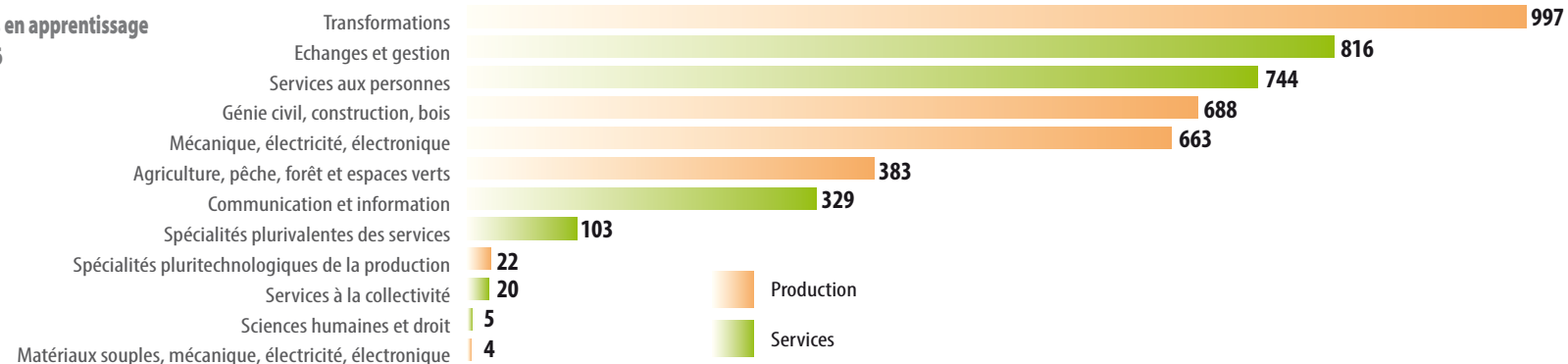
Source : Académie de La Réunion - Traitement CARIF-OREF Réunion

Graphique 27 : Evolution de la part des apprentis par niveau de formation



Source : Académie de La Réunion - Traitement CARIF-OREF Réunion

Graphique 28 : Répartition des formations en apprentissage par thème (nsf 14) pour l'année 2015-2016



Source : Académie de La Réunion - Traitement CARIF-OREF Réunion

FORMATION INITIALE PROFESSIONNELLE PAR THÈME

30 234 PERSONNES SONT INSCRITES DANS UNE FORMATION PROFESSIONNELLE À LA RÉUNION, TOUS NIVEAUX D'ÉTUDES CONFONDUS (SECOND DEGRÉ HORS COLLÈGE ET NIVEAU SUPÉRIEUR) :

- Dont 20 % dans le GFE : Gestion et traitement de l'information (secrétariat, assistant comptable,…) ;
- Dont 15 % dans le GFE : Santé, social et soins personnes (infirmier, aide médicale) ;
- Dont 13 % dans le GFE : Commerce ;
- Dont 12 % dans le GFE : Bâtiment.

Les jeunes femmes limitent leur projet de formations professionnelles à quelques spécialités.

Trois-quarts des jeunes femmes se concentrent sur trois Groupes Formation Emploi (GFE) : la gestion et traitement de l'information, la santé, social, soins personnels et le commerce.

Les hommes élargissent leur choix, puisque trois-quarts des hommes se répartissent dans huit GFE.

Tableau 10 : Répartition des inscrits en formation initiale professionnelle par GFE

LIBELLE GFE	NOMBRE D'INSCRITS - FI	RÉPARTITION DES INSCRITS	POIDS DES INSCRITS EN DERNIÈRE ANNÉE (%)	PART DES APPRENTIS (INSCRITS)	PART DES FEMMES (INSCRITES)
Gestion et traitement de l'information	6 019	20 %	37 %	10 %	74 %
Santé, social, soins personnels	4 487	15 %	44 %	12 %	83 %
Commerce	3 876	13 %	39 %	10 %	56 %
BTP	3 717	12 %	39 %	22 %	9 %
Electricité, énergie	1 915	6 %	39 %	11 %	2 %
Autres professions, professions d'enseignement et de la magistrature	1 784	6 %	47 %		73 %
Mécanique	1 613	5 %	38 %	12 %	2 %
Hôtellerie, tourisme, loisirs	1 042	3 %	41 %	40 %	54 %
Production alimentaire	1 041	3 %	48 %	61 %	26 %
Agriculture	813	3 %	39 %	46 %	14 %
Environnement, nettoyage, sécurité	695	2 %	43 %	3 %	31 %
Transport, logistique	651	2 %	37 %	31 %	20 %
Travail des métaux	651	2 %	37 %	11 %	4 %
Communication, médias	551	2 %	50 %	20 %	33 %
Création et production artistique	354	1 %	45 %	8 %	36 %
Textile, habillement, cuir	307	1 %	42 %	1 %	87 %
Electromécanique	201	1 %	50 %	20 %	5 %
Techniques graphiques, impression	175	1 %	30 %	9 %	35 %
Transformation des matériaux, procédés	174	1 %	36 %		10 %
Travail du bois, matériaux de synthèse	146	0 %	37 %	32 %	
Appui à la production des industries	22	0 %	68 %	100 %	64 %
Total	**30 234**	**100 %**	**40 %**	**16 %**	**47 %**

Source : Académie de La Réunion, Université de La Réunion, Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt, Enquêtes écoles - DRESS, Ecole Nationale d'architecture Supérieure de Montpellier - Antenne de La Réunion, Ecole Supérieure d'Art de La Réunion, CCI Île de La Réunion - Pôle Formation, UCO La Réunion, Institut de l'Image de l'Océan Indien - Traitement CARIF OREF Réunion

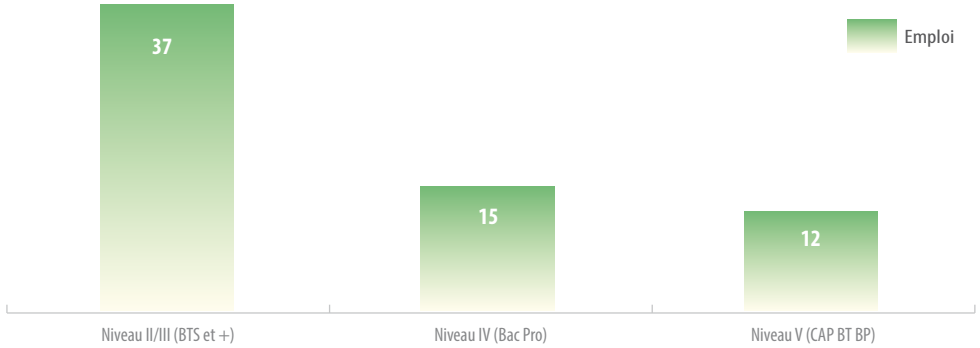
INSERTION IVA-IPA

Les enquêtes sur l'insertion dans la vie active des lycéens (IVA) et des apprentis (IPA) sont un dispositif national de suivi des conditions d'insertion professionnelle des jeunes sept mois après la fin de leur formation initiale, qu'elle soit de niveau V (CAP, BEP…), de niveau IV (baccalauréat professionnel) ou de niveau III à I (BTS, licence, master, diplôme d'ingénieur).

Principaux résultats de l'enquête IVA

UN DIPLÔME ET UN NIVEAU D'ÉTUDE ÉLEVÉ CONSTITUENT DES FACTEURS FAVORABLES À L'INSERTION PROFESSIONNELLE

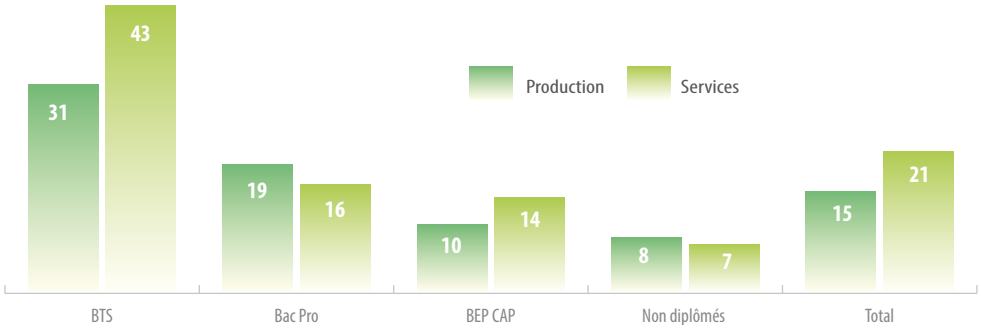
Graphique 29 : Taux d'emploi selon le niveau de formation (en %)



Source : Rectorat de La Réunion - enquête IVA 2015

LE TAUX D'EMPLOI À LA SORTIE DE LA FILIÈRE « SERVICES » RESTE SUPÉRIEUR À CELUI DE LA FILIÈRE « PRODUCTION »

Graphique 30 : Taux d'emploi par secteur selon le plus haut diplôme obtenu en 2015 (en %)

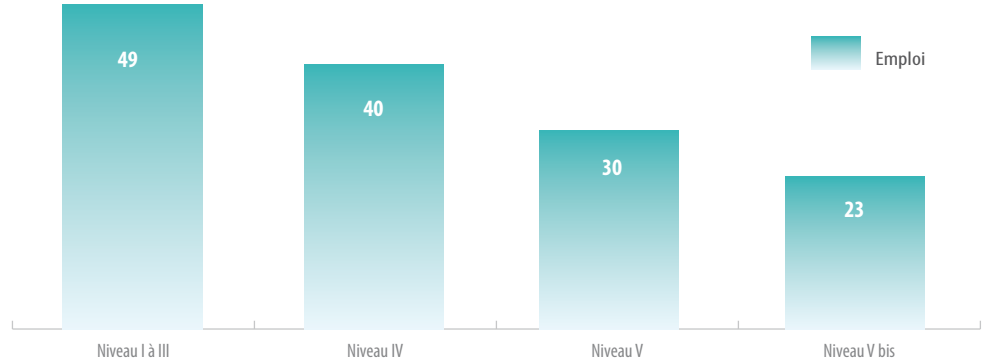


Source : Rectorat de La Réunion - Enquête IVA 2015

Principaux résultats de l'enquête IPA

LE NIVEAU DE FORMATION, FACTEUR INFLUENT DE L'ENTRÉE EN EMPLOI

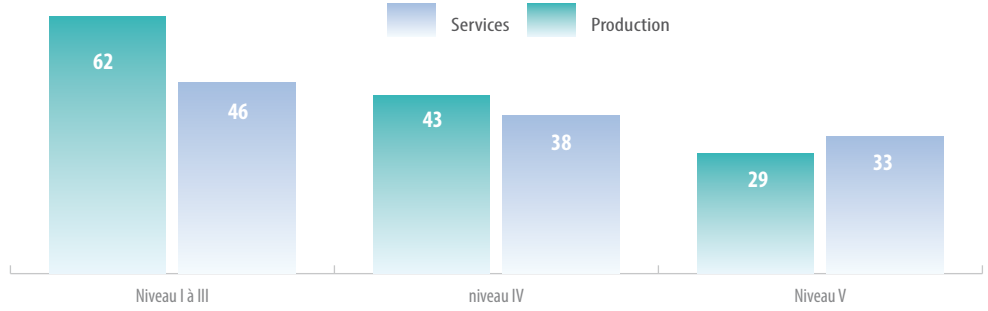
Graphique 31 : Taux d'emploi des anciens apprentis au 1er février 2015 selon le niveau de qualification (en %)



Source : Rectorat de La Réunion – Enquête IPA 2015

UNE MEILLEURE INSERTION PROFESSIONNELLE POUR LES APPRENTIS ISSUS D'UNE FORMATION « PRODUCTION » À PARTIR DU NIVEAU IV

Graphique 32 : Taux d'emploi des apprentis sortants par filière de formation et par niveau de formation préparée au 1er février 2015 (en %)



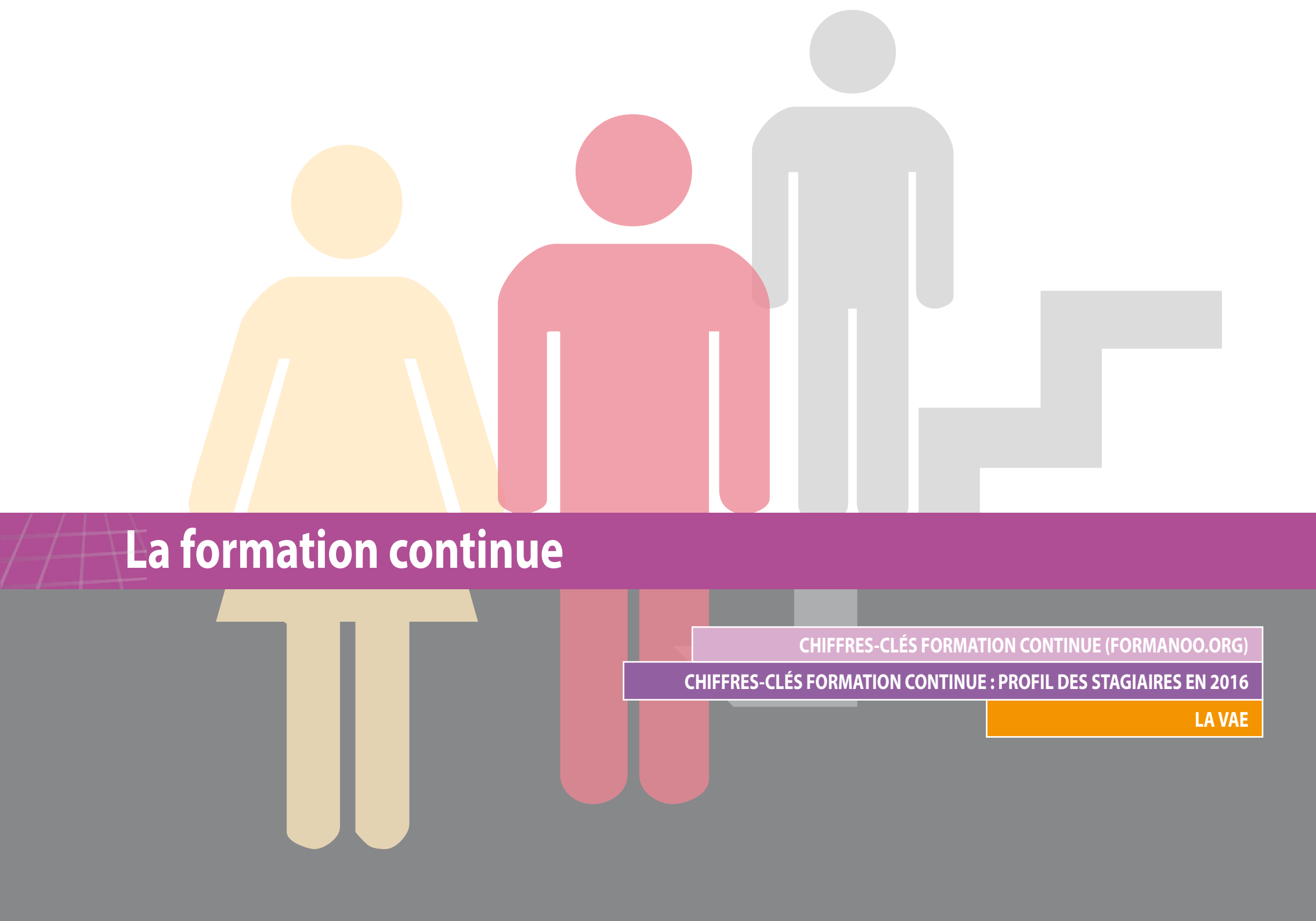
Source : Rectorat de La Réunion – Enquête IPA 2015











La formation continue

CHIFFRES-CLÉS FORMATION CONTINUE (FORMANOO.ORG)

CHIFFRES-CLÉS FORMATION CONTINUE : PROFIL DES STAGIAIRES EN 2016

LA VAE

CHIFFRES-CLÉS FORMATION CONTINUE (FORMANOO.ORG)

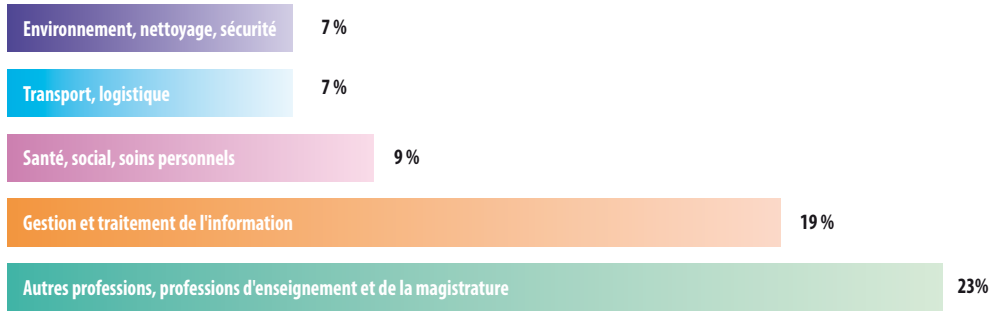
En 2016, la plateforme https://www.formanoo.org/ identifie plus de 2 841 nouvelles actions de formation et plus 46 000 nouvelles places de formation offertes à La Réunion. Près de 22 500 places en formation offertes sont financées par le Conseil Régional de La Réunion, et plus de 14 000 apprenants se sont inscrits (données provisoires et partielles).

Tableau 11 : Les formations continues ayant démarré en 2016

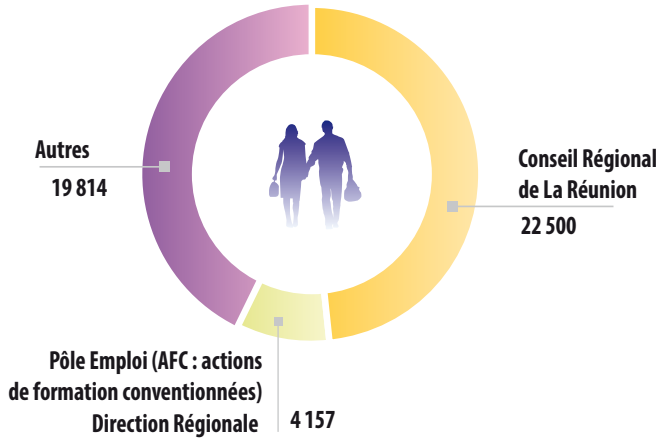
Dispositifs de financement	NOMBRE DE FORMATIONS	NOMBRE DE PLACES PROPOSÉES	EFFECTIFS INSCRITS (PROVISOIRE)
Apprentissage	190	2 950	2 479
Formation sectorielle	153	3 509	2 403
Atelier d'Apprentissage en Autonomie (AAA)	14	3 128	1 546
Formation professionnelle d'adulte - FPA	119	1 518	1 495
Parcours sécurisés (Remise à niveau + Préqualif + Qualif)	84	1 344	1 366
Tremplin vers l'emploi - TVE	41	816	958
Dispositif de la 2e chance	4	628	752
Formation sanitaire et sociale et médico-sociale	31	859	707
Lutte contre l'illettrisme	42	672	679
Redynamisation sociale	30	480	494
Actions spécifiques Région	26	495	364
Module préparatoire apprentissage	10	331	351
Formation régionale des actifs (salariés et chefs d'entreprise)	8	347	204
Projet d'initiative locale - PIL	11	164	171
Entreprise d'Entraînement Pédagogique - EEP	4	98	119
Compétences clés	8	104	105
Formation supérieure	48	37 60	90
Autres (Opcas, fonds propres,…)	1 651	20 142	88
Formation en milieu carcéral	5	80	17
Projet personnalisé d'Accès à l'Emploi (PPAE)	289	3 968	-
Formation RSMA	73	1 078	NC
Total général	**2 841**	**46 471**	**14 388**

Graphique 33 : Top 5 des places en formation continue offertes par thème d'activité (GFE) en 2016

Note : Le thème « les autres professions, professions d'enseignement de la magistrature » correspond en majorité à des actions de remises à niveau.



Graphique 34 : Répartition des places en formation offertes par primo-financeurs en 2016



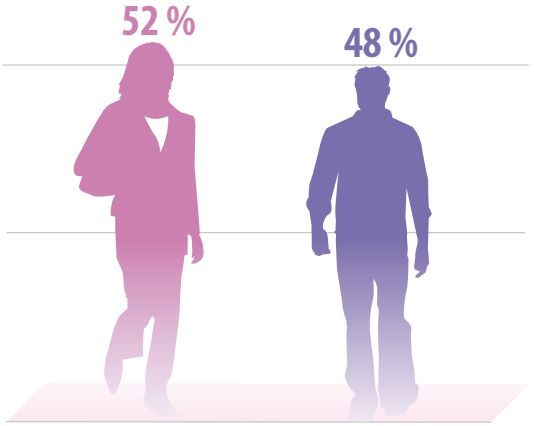
Source : données renseignées par les opérateurs de formation au sein du portail https://www.formanoo.org/ - actions de formations démarrées en cours d'année 2016 – extraction 22/05/2017 - Effectifs inscrits : données issues des programmes du Conseil Régional (saisies partielles)

CHIFFRES-CLÉS FORMATION CONTINUE : PROFIL DES STAGIAIRES EN 2016

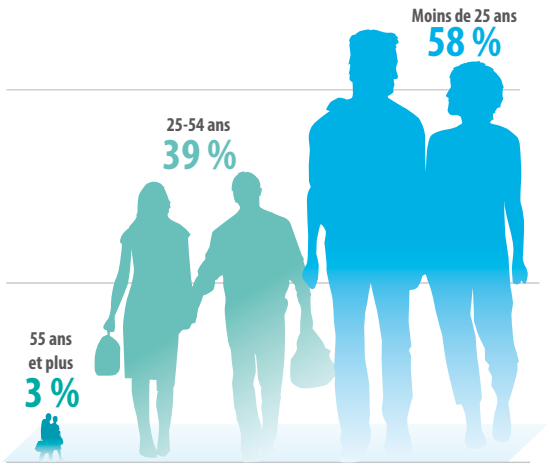
Formanoo.org recense les inscrits dans les actions de formation 2016 financées par le Conseil Régional. Les entrants en formation présentent une relative parité femmes-hommes. Les jeunes (moins de 25 ans) sont majoritaires avec près de 60 % des inscrits. 37 % des inscrits s'orientent vers une formation certifiante. 85 % des stagiaires étaient en situation de chômage (39 % depuis plus d'un an et 36 % depuis moins d'1 an) ou d'inactivité (10 %) avant d'entrer en formation.

Graphique 35 : Tableau de bord des profils des inscrits en formation continue financée par le Conseil Régional

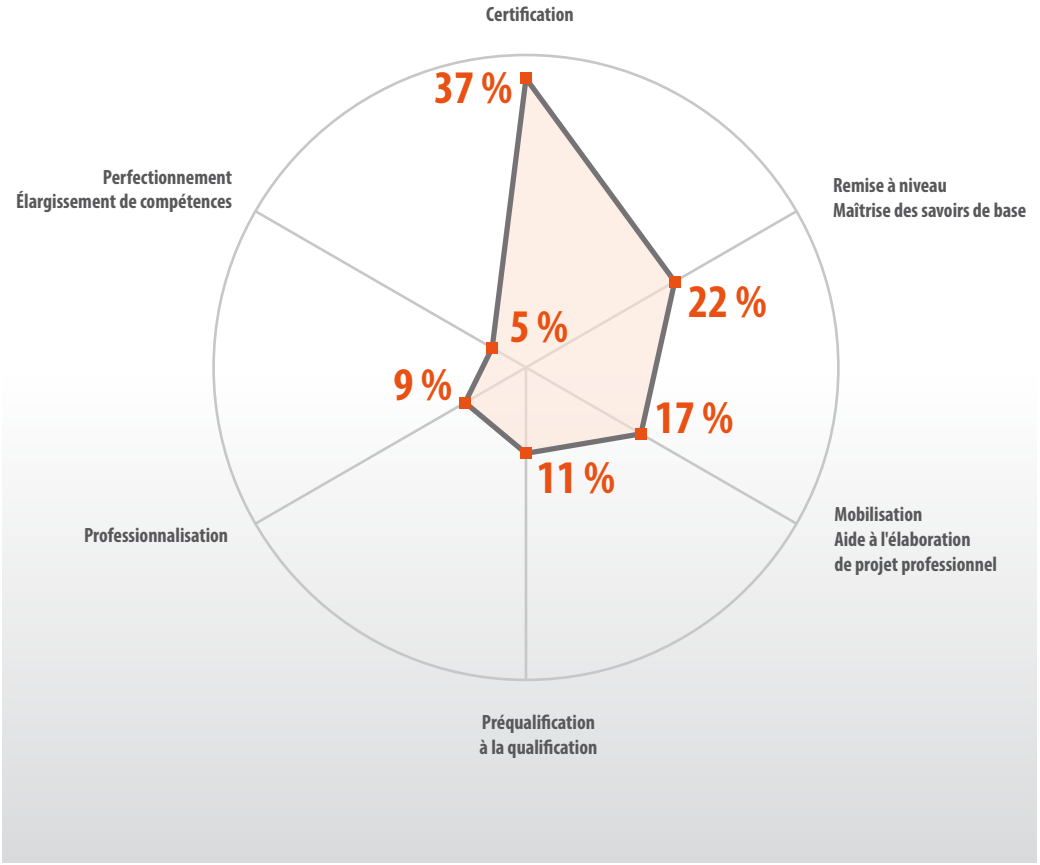
PAR GENRE



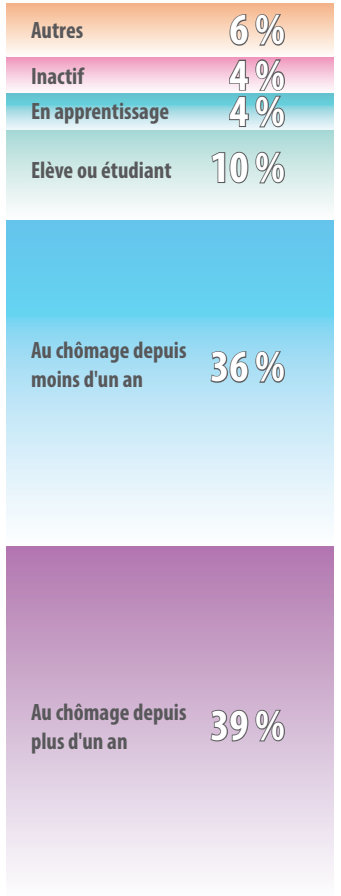
PAR TRANCHE D'AGE



PAR TYPE DE FORMATION



PAR SITUATION PROFESSIONNELLE À L'ENTRÉE EN FORMATION



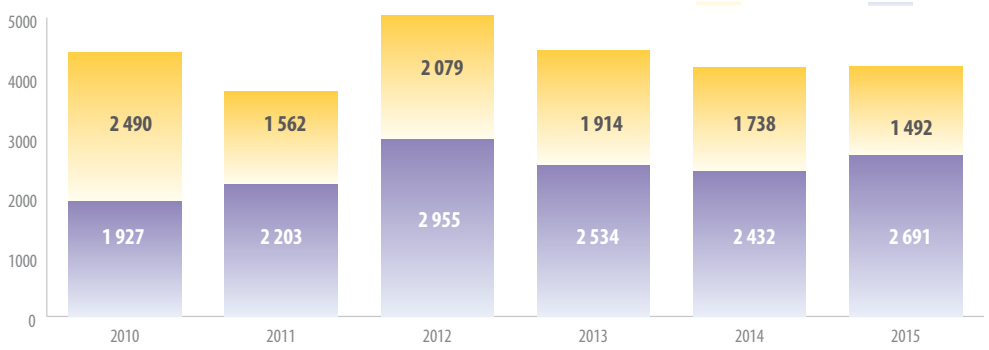
Source : données renseignées par les opérateurs de formation au sein du portail https://www.formanoo.org/ - actions de formations démarrées en cours d'année 2016 – Extraction 22/05/2017 - Effectifs inscrits : données issues des programmes du Conseil Régional (saisies partielles)

LA VAE

A La Réunion, de 2010 à 2015, 26 017 personnes sont venues s'informer sur la VAE, 14 742 personnes sont venues se renseigner des points relais conseil et 11 275 auprès des certificateurs et des services valideurs. De 2010 à 2015, 5 031 personnes ont validé leurs expériences (soit 67 % de validation totale et 34 % de validation partielle) contre 4 710 personnes de 2004 à 2009 soit une croissance de 7 %. Le nombre de validations partielles a légèrement baissé (- 3 %) alors que les lauréats sont plus nombreux (+ 12 %).

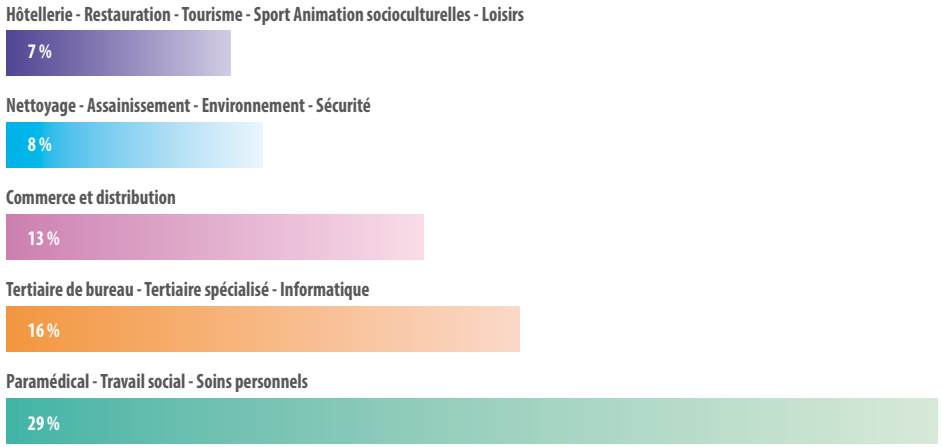
26 017 PERSONNES INFORMÉES CHEZ LES PRC ET LES CERTIFICATEURS EN 5 ANS

Graphique 36 : Evolution des personnes informées par les PRC et les certificateurs entre 2010 et 2015



Source : CRIS-VAE – Traitement CARIF OREF Réunion

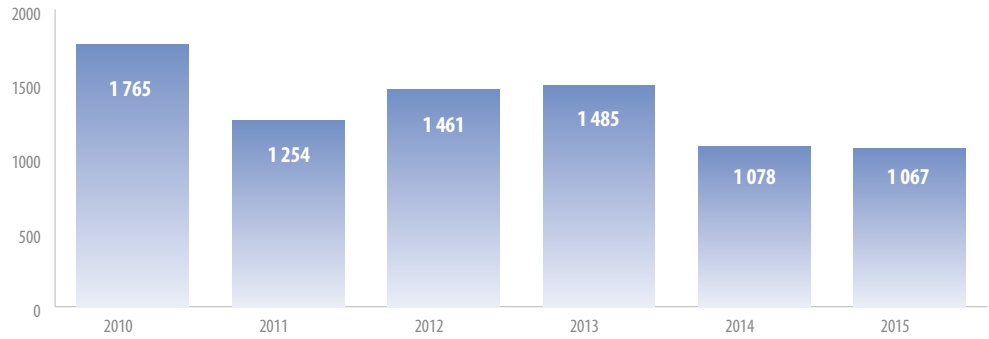
Graphique 37 : Top 5 des secteurs d'activités des personnes informées par les PRC en 2015



Source : CRIS-VAE – Traitement CARIF OREF Réunion

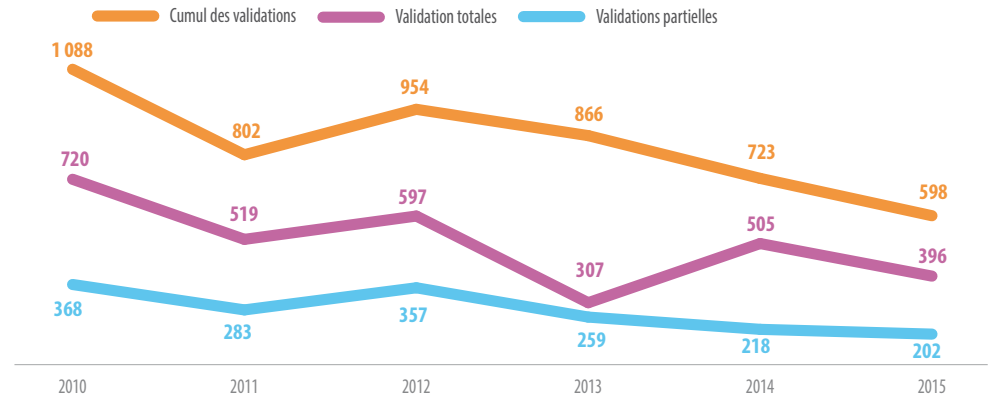
5 031 PERSONNES ONT VALIDÉ LEURS EXPÉRIENCES EN 5 ANS

Graphique 38 : Evolution du nombre de dossiers recevables



Source : CRIS-VAE – Traitement CARIF OREF Réunion

Graphique 39 : Evolution des validations VAE



Source : CRIS-VAE – Traitement CARIF OREF Réunion

Le financement

COMPTES EMPLOI – FORMATION – ORIENTATION PROFESSIONNELLES 2015

COMPTE EFOP : PRISES EN CHARGE DES FORMATIONS DES OPCA

COMPTES EMPLOI, FORMATION, ORIENTATION PROFESSIONNELLE (EFOP) 2015

Tableau 12 : Les comptes EFOP 2015 par catégorie

	MONTANT (EN MILLIERS D'EUROS)	LA RÉUNION/ FRANCE (EN %)
Emplois aidés	344 128	4,5 %
Emplois aidés marchands	46 448	1,8 %
Emplois aidés non marchands	297 681	5,9 %
Mesures en faveur de certains secteurs ou certaines zones géographiques	424 189	5,1 %
Mesures en faveur de l'emploi sur les territoires	377 055	27,8 %
Mesures à la personne en faveur de l'emploi dans certains secteurs	46 295	0,7 %
Mesures aux entreprises en faveur de l'emploi dans certains secteurs	840	0,8 %
L'indemnisation du chômage - Allocations et rémunérations, incitations financières à l'emploi	730 903	1,5 %
L'accueil, information, orientation, accompagnement	95 989	2,0 %
Dépenses d'information "tout public"	2 488	3,1 %
Dépenses d'accueil	14 634	2,5 %
Dépenses d'accompagnement CEP	56 730	2,3 %
Dépenses autres accompagnement	12 831	0,8 %
Allocations et rémunérations	8 123	8,2 %
Aides dédiées à lever les freins à l'insertion (mobilité, garde d'enfants, etc.)	1 183	2,2 %
L'aide au recrutement des entreprises	16 140	2,9 %
Dépenses de structure des opérateurs et autres dépenses non ventilables par dispositifs	876	0,1 %
Dépenses non ventilables selon la nomenclature	876	0,7 %
Dépenses de structure non ventilables par dispositif	0	0,0 %
Formation professionnelle initiale	368 562	2,3 %
Formation professionnelle par voie "scolaire" publique et sous contrat (élèves et étudiants)	299 601	3,2 %
Apprentissage	44 442	0,8 %
Formations sanitaires et sociales et artistiques	22 927	2,1 %
Formation professionnelle continue	159 077	1,6 %
Pour les personnes en recherche d'emploi et les jeunes en insertion prof.	94 025	1,6 %
* Dépenses pédagogiques formations certifiantes (diplômes, titres, certifications du RNCP)	52 673	2,1 %
* Dépenses pédagogiques formations de professionnalisation et préparation à l'emploi (Hors RNCP, dont inventaire)	7 163	1,9 %
* Dépenses pédagogiques formations aide à la définition de projet	954	0,3 %
* Dépenses pédagogiques illettrisme, Remise à niveau, savoirs de base, socle de compétences	465	0,6 %
* Allocations et rémunérations et protection sociale associée à la formation	32 770	1,2 %
Pour les actifs occupés	64 332	1,6 %
* Dépenses pédagogiques	61 823	1,8 %
* Dépenses de rémunération	2 401	0,5 %
* Aides à la gestion RH en entreprise	108	3,6 %
Dépenses d'investissement et de qualité	720	5,3 %
Total	**2 139 865**	**2,2 %**

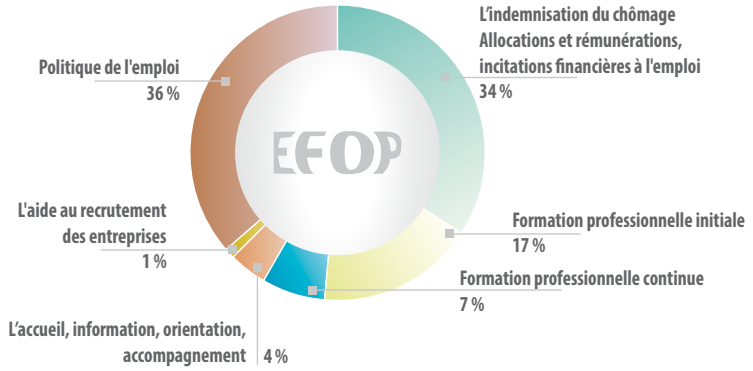
Source: Comptes EFOP 2015 - Traitement CARIF OREF Réunion - Données provisoire Juin 2017

EN 2015, PRÈS DE 2 MILLIARDS D'EUROS SONT DÉPENSÉS EN FAVEUR DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION ET DE L'ORIENTATION PROFESSIONNELLE À LA RÉUNION.

Les trois principaux postes de dépenses se répartissent de la manière suivante :

- 36 % en faveur des politiques de l'emploi à travers les dispositifs d'emplois aidés et les mesures en faveur des secteurs ou des zones géographiques.
- 34 % en indemnisation du chômage allocations et rémunérations, et incitations financières à l'emploi.
- 24 % en faveur de la formation professionnelle initiale et de la formation continue.

Graphique 41 : Les comptes EFOP 2015 par catégorie



Source : Comptes EFOP 2015– Traitement CARIF OREF Réunion

NOTE DE LECTURE

En 2015, 2 milliards d'euros sont consacrés dans les comptes EFOP à La Réunion. Cela représente 2,2 % des dépenses nationales.

COMPTE EFOP : PRISES EN CHARGE DES FORMATIONS DES OPCA

Tableau 13 : Comptes EFOP 2015 - prises en charge formation par les OPCA

COMPTES EFOP 2015 - FINANCEUR OPCA	MONTANT EN MILLIERS D'EUROS	%
Pour les actifs occupés	**60 036**	**76 %**
Périodes de professionnalisation	23 435	29 %
Plan de formation des entreprises par section - de 10, -50 et - de 300	22 497	28 %
Engagements volontaires	11 949	15 %
Engagements conventionnels	1 735	2 %
CPF : financement des heures acquises	419	1 %
Pour les personnes en recherche d'emploi et les jeunes en insertion professionnelle	**19 415**	**24 %**
Contrat de professionnalisation certifiant	17 243	22 %
Préparations opérationnelles à l'emploi collectives certifiantes (POEC certifiantes)	759	1 %
Formations certifiantes du Contrat de sécurisation professionnelle (CSP)	567	1 %
Préparations opérationnelles à l'emploi individuelles certifiantes (POEI certifiantes)	426	1 %
Congé Individuel de Formation (coût pédagogique) - CDD	420	1 %
Total général	**79 451**	**100 %**

Source : Comptes EFOP 2015– Traitement CARIF OREF Réunion

EN 2015, À LA RÉUNION, LES OPCA ONT REDISTRIBUÉ PRÈS DE 79 MILLIONS D'EUROS À LA PRISE EN EN CHARGE DES FORMATIONS

76 % de cette somme sont consacrés aux actifs occupés à travers le financement des périodes de professionnalisation et du plan de formation des entreprises. Les 24 % restant s'adressent aux personnes en recherche d'emploi et les jeunes en insertion professionnelle à travers notamment le financement des contrats de professionnalisation certifiant. 43 millions d'euros ont été collectées en 2015 par les OPCA, 55 % par l'intermédiaire des contributions légales, 40 % par les contributions volontaires et 5 % par les contributions conventionnelles.

Tableau 14 : La collecte des OPCA en 2015

CONTRIBUTIONS NETTES COLLECTÉES	MONTANT EN MILLIERS D'EUROS	%
Contributions légales	23 894	55%
Plan de formation	6 161	14%
Professionnalisation	8 202	19%
CIF	5 406	12%
CPF	4 124	9%
Contributions volontaires	17 512	40%
Contributions conventionnelles	2 138	5%
Total général	**43 605**	**100%**

Source : Comptes CREFOP 30 novembre 2016 - DIECCTE Réunion – Traitement CARIF OREF Réunion

ENQUÊTE EMPLOI

Dans les DOM, l'enquête Emploi est réalisée en continue depuis 2014, sur le modèle national (toutes les semaines de l'année). Un même logement est interrogé six fois (les différentes vagues étant espacées exactement d'un trimestre). A La Réunion, il est d'environ 9 000 personnes en âge de travailler (15 ans ou plus). Elle s'appuie sur les concepts et critères conformes à ceux définis par le BIT mis en œuvre dans la totalité des pays européens.

Le champ est limité à la population des ménages ordinaires : la population mesurée par l'enquête emploi n'inclus pas les personnes vivant en communauté (foyers, internats, hôpitaux, prisons)

ACTIF OCCUPÉ

La population active occupée regroupe l'ensemble des personnes qui ont un emploi mais sa mesure diffère selon l'observation statistique qui en est faite. On peut actuellement distinguer trois approches principales : au sens du BIT, au sens du recensement de la population, au sens de la Comptabilité nationale.

TAUX D'ACTIVITÉ

Le taux d'activité est le rapport entre le nombre d'actifs (actifs occupés et chômeurs) et l'ensemble de la population correspondante.

TAUX D'EMPLOI

Le taux d'emploi d'une classe d'individus est calculé en rapportant le nombre d'individus de la classe ayant un emploi au nombre total d'individus dans la classe.

TAUX DE CHÔMAGE

Le taux de chômage au sens du BIT est la proportion du nombre de chômeurs au sens du BIT dans la population active au sens du BIT. En application de la définition internationale adoptée en 1982 par le BIT, un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions :

- être sans emploi, c'est-à-dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence ;
- être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ;
- avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

SOUS EMPLOI

personnes actives occupées au sens du BIT qui remplissent l'une des conditions suivantes :

- Elles travaillent à temps partiel, souhaitent travailler davantage et sont disponibles pour le faire, qu'elles recherchent activement un emploi ou non ;
- Elles travaillent à temps partiel (et sont dans une situation autre que celle décrite ci-dessus) ou à temps complet, mais ont travaillé moins que d'habitude pendant une semaine de référence en raison de chômage partiel (chômage technique) ou mauvais temps.

Pour plus d'informations : http: //www.insee.fr/

STATISTIQUES ISSUES DU RÉPERTOIRE SIRÈNE – SOURCE : INSEE

Le REE (Répertoire des Entreprises et des Etablissements) - SIRENE (Système Informatique pour le Répertoire des ENtreprises et de leurs Etablissements) est en France le point de départ du dispositif d'étude de la démographie des entreprises et des établissements. Il gère un identifiant unique attribué aux personnes morales et physiques, le numéro SIREN, ainsi qu'à chacun de leurs établissements, le numéro SIRET. À partir de ce répertoire de nombreux produits statistiques de comptage d'entreprises et d'établissements sont proposés.

Périodicité : Annuelle au 1er janvier. Les données sont disponibles en NAF révision 2 pour la période 2009-2013

Pour plus d'informations : http: //www.sirene.fr/

CRÉATION D'ENTREPRISES ET D'ÉTABLISSEMENTS INSEE MNA

Le concept de création d'établissement au sens large englobe tous les mouvements qui conduisent à la prise d'activité économique d'unités légales locales (de Siret). Chaque mouvement de création d'établissement concerne donc un numéro Siret et les moyens de production qui lui sont associés.

Depuis le 1er janvier 2007, la notion de création d'établissement, en cohérence avec la notion de création d'entreprise, s'appuie sur un concept harmonisé au niveau européen pour faciliter les comparaisons : la création d'un établissement correspond à la mise en œuvre de nouveaux moyens de production.

Il y a création d'un établissement lorsqu'une unité légale locale nouvelle ou existante exerçant une activité dans le champ de la démographie prend une consistance économique en mettant en œuvre de nouveaux moyens de production Depuis le 1er janvier 2007, la statistique de créations d'établissements concerne l'ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Périodicité : Annuelle au 1er janvier. Les données sont disponibles en NAF révision 2 pour la période 2009-2013

Pour plus d'informations : http: //www.insee.fr/

STATISTIQUES ISSUES DU RECENSEMENT DE LA POPULATION – SOURCE : INSEE- RP

Le recensement de la population permet de connaître le nombre ainsi que les caractéristiques des actifs en emploi : répartition par sexe et âge, professions exercées, etc. Le recensement repose désormais sur une collecte d'information annuelle, concernant successivement tous les territoires communaux au cours d'une période de cinq ans. Les informations ainsi collectées sont ramenées à une même date pour toutes les communes afin d'assurer l'égalité de traitement entre elles et d'obtenir une bonne fiabilité des données.

Périodicité : Annuelle au 1er janvier. Les données sont disponibles en NAF révision 2 pour la période 2008-2011

Pour plus d'informations : http: //www.insee.fr/

STATISTIQUES ESTIMATIONS D'EMPLOI LOCALISÉES– ESTEL

A partir de 2009, les estimations d'emploi annuelles sont calculées à partir du dispositif Estel (Estimations d'emploi localisées), qui se fondent sur l'utilisation des sources administratives en niveau.

Pour les salariés, il s'agit des Déclarations Annuelles de Données Sociales (DADS « grand format ») contenant, en plus des DADS stricto sensu, les données du fichier de paye des agents de l'État et celles des particuliers employeurs).

Pour les non salariés agricoles, les sources mobilisées sont les fichiers de la Mutualité Sociale Agricole (MSA) et pour les non salariés non agricoles, les fichiers de l'Agence Centrale des Organismes de Sécurité Sociale (ACOSS) qui est la Caisse Nationale des Unions de Recouvrement des Cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales (URSSAF).

Le concept central d'Estel est une synthèse ascendante des sources administratives utilisées avec prise en compte de la multi-activité. Estel mesure l'emploi selon un concept « BIT répertorié » : l'emploi est mesuré sur la dernière semaine de l'année et tout emploi déclaré est comptabilisé.

Le passage à Estel permet la production des estimations d'emploi annuelles à un niveau géographique et sectoriel plus fin que l'ancien système (celui de la zone d'emploi croisée avec le niveau A38 de la nouvelle nomenclature d'activités au lieu du niveau départemental) ; de plus on disposera chaque année de la double localisation au lieu de résidence et au lieu de travail pour les salariés et d'informations sur le sexe et la tranche d'âge quinquennale des travailleurs salariés et non salariés.

Pour plus d'informations : http: //www.insee.fr/

LES STATISTIQUES SUR LES DEMANDEURS D'EMPLOI – SOURCE : DARES

Les statistiques sur les demandeurs d'emploi sont construites à partir des fichiers administratifs qu'utilise Pôle emploi pour son activité.

Les offres d'emploi totales enregistrées au cours d'une période donnée (l'année, le mois) sont les offres d'emplois durables (de plus de 6 mois), temporaires (de 1 à 6 mois) ou occasionnelles (moins de 1 mois) déposées par les employeurs dans les agences locales pour l'emploi au cours de l'année. Les statistiques portant sur les offres d'emploi enregistrées sont établies par le service statistique du ministère en charge du travail, à partir de l'ensemble des offres déposées auprès de Pôle emploi.

Les données sur les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en fonction des cinq catégories suivantes :

- catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;
- catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois) ;
- catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie…), sans emploi ;
- catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés)

Périodicité : mensuelle

Pour plus d'informations : http: //travail-emploi.gouv.fr/

FORMANOO.ORG

Le portail régional de la formation et de l'insertion professionnelle, Formanoo.org, est un guichet unique d'informations et de services dans le secteur de la formation. Pour les professionnels de la formation, Formanoo.org se veut être un outil facilitateur, fédérateur permettant aux organismes de formation de télé-déclarer leurs actions de formation, leurs centres et leurs publics.

A ce titre, les informations chiffrées (nombre d'actions de formation, nombre de places offertes …) n'ont qu'un caractère déclaratif et relèvent de la seule responsabilité des organismes de formation.

Pour plus d'information : https: //www.formanoo.org/

LES DONNÉES SUR LA FORMATION INITIALE

Les données sur la formation initiale sont issues du SYstème d'Observation Partenariale (SYOP) du CARIF OREF de La Réunion dont l'objectif est le partage des données d'observation en vue de faciliter l'aide à la décision en matière d'emploi et de formation sur des dimensions économiques, territoriales, démographiques. Les sources exploitées concernent notamment : Académie de La Réunion, Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt, Enquêtes écoles - DRESS, UCO, ILOI sur l'année 2009 à 2015.

La formation initiale concerne les formations sous statut scolaire et universitaire ainsi que les formations des établissements d'enseignement non rattachés aux universités (écoles de formation aux professions paramédicales et sociales, école de gestion et de commerce). Au sein de l'offre de formation initiale une distinction peut être réalisée sur les formations à caractère générales et les formations à caractère professionnelle (à finalité professionnelle, y compris l'apprentissage).

L'apprentissage est une formation en alternance qui associe une formation chez un employeur et des enseignements dispensés dans un centre de formation d'apprentis. L'apprentissage permet d'accéder à tous les niveaux de qualification professionnelle sanctionnée par un diplôme de l'enseignement technologique ou professionnel du second degré ou du supérieur ou un titre homologué.

L'enseignement supérieur regroupe l'enseignement dispensé dans les universités, les instituts universitaire (IUT), les instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM), les sections de techniciens supérieurs (STS), les classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE), les écoles, d'ingénieurs, les écoles des commerces, gestion, vente et comptabilité, école de commerces, les écoles paramédicales et sociales.

L'ENQUÊTE INFORMATION ET VIE QUOTIDIENNE (IVQ) À LA RÉUNION A ÉTÉ MENÉE PAR L'INSEE EN PARTENARIAT AVEC LA RÉGION RÉUNION ET LA DIRECTION DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE.

Les enquêtes Information et Vie quotidienne de 2007 et 2011 (IVQ) permettent, à travers l'évaluation des compétences des adultes, d'appréhender la maîtrise des fondamentaux : écrire, communiquer, compter. A l'écrit, trois domaines fondamentaux sont testés : la lecture de mots, l'écriture de mots et la compréhension d'un texte simple.

Cette enquête apporte des éléments d'information visant à guider la politique de remédiation de l'illettrisme, à affiner l'analyse du marché du travail et à évaluer le système éducatif. L'enquête IVQ, apériodique, a été réalisée en 2011 auprès d'environ 10 400 ménages de France métropolitaine et concerne les individus âgés de 18 à 65 ans.

ENQUÊTE IVA- IPA

La Direction de l'Evaluation, de la prospective et de la Performance (DEPP) du ministère de l'Education nationale pilote deux enquêtes jumelles consacrées respectivement à l'insertion des anciens lycéens des filières professionnalisantes (enquête sur l'Insertion dans la Vie active, dite IVA) et à celle des apprentis (enquête sur l'Insertion Professionnelle des Apprentis, dite IPA). Elles sont réalisées par les Services Statistiques Académiques des Rectorats, en collaboration avec les lycées concernés et les Centres de Formation d'Apprentis (CFA), y compris agricoles. Ces enquêtes portent sur la situation professionnelle des jeunes sept mois après la fin de leur formation initiale (en sont donc exclus les jeunes qui poursuivent leurs études).

L'enquête IVA réalisée en 2015 concernait les lycéens scolarisés en filières professionnalisantes (voies technologique et professionnelle) pendant l'année 2013-2014. Sur les 6 631 anciens élèves ciblés, 2 139 réponses exploitables ont pu être obtenues, soit un taux de réponse de 32 %.

L'enquête IPA, elle, concernait les apprentis sortis de formation au cours ou à la fin de l'année scolaire 2013-2014. 2 090 jeunes ont été ciblés pour les besoins de l'enquête et 1 186 ont répondu (57 % de taux de réponse).

Le taux de réponse pour l'enquête IVA a pu être amélioré au moyen d'un dispositif de relance spécifique mis en place grâce à un partenariat entre le Carif-Oref et le Rectorat. Des traitements statistiques spécifiques (traitement des non-réponses, calage) ont ensuite été réalisés par la DEPP, académie par académie, pour extrapoler les résultats collectés à l'ensemble de la population ciblée par chacune des deux enquêtes, et rendre les analyses possibles.

Les données fournies dans ce document sont calculées sur des effectifs pondérés.

LES COMPTES EMPLOI-FORMATION-ORIENTATION PROFESSIONNELLES

La Commission des comptes du CNEFOP a pour mission de capitaliser et faire la pédagogie les fonds alloués par l'ensemble des acteurs (pouvoirs publics, entreprises, partenaires sociaux, individus) en matière d'emploi, d'orientation et de formation professionnelles et d'effectuer le suivi de l'évolution de ces engagements.

Chaque année, le comité régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelle établit un bilan régional des actions financées au titre de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles selon une méthodologie définie par le Conseil national de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles.

Le CNEFOP a établi une nomenclature pour élaborer des comptes Emploi, Formation, Orientation professionnelles. La DARES compile les données à partir de différentes sources (documents budgétaires, les enquêtes DARES et CNEFOP auprès des régions), les sources diverses (URSSAF, Education nationale…), en s'adressant directement aux opérateurs (Pôle emploi, AGEFIPH, FPSPP…)

Les dépenses des régions sont peut-être sous-estimées. Elles ne sont disponibles que pour les régions qui ont accepté de renseigner le complément sur les politiques d'emploi, annexé à l'enquête auprès des conseils régionaux 2015. Cela devrait s'améliorer en 2016.

GLOSSAIRE - INDEX DES SIGLES

AGEFIPH	Association de Gestion du Fonds pour l'Insertion Professionnelle des Personnes en situation de Handicap
BIT	Bureau International du Travail
BTP	Bâtiment et Travaux Publics
BTS	Brevet de Technicien Supérieur
CAP	Certificat d'Aptitude Professionnelle
CARIF	Centre d'Animation et de Ressources de l'Information sur la Formation
CCI	Chambre de Commerce et de l'Industrie
CDD	Contrat Durée Déterminé
CDI	Contrat Durée Indéterminé
CIF	Congés individuels à La Formation
CREFOP	Comité Régional de l'Emploi, de la Formation et de l'Orientation Professionnelles
CRIS	Cellule Régionale Interservices
DARES	Direction de l'Animation de la Recherche, des Etudes et des Statistiques
DEFM	Demande d'Emploi Fin de Mois
DEFM A	Demande d'Emploi Fin de Mois de Catégorie A, immédiatement disponible
DEFM ABC	Demande d'Emploi Fin de Mois de Catégorie ABC, ensemble des demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, immédiatement disponible avec une activité réduite
DIECCTE	Direction des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi
DOM	Département Outre-Mer
DREES	Direction de la Recherche, des Etudes, de l'Evaluation et des Statistiques
EFO	Indicateurs Emploi Formation Orientation
EFOP	Emploi – Formation – Orientation professionnelles
FC	Formation Continue
FI	Formation Initiale
FPSPP	Fonds Paritaire de Sécurisation des Parcours Professionnels
GFE	Groupe Formation Emploi
INSEE	Institut National de la Statistique et des Études Économiques
ILOI	L'Institut de l'image de l'océan indien
LCI	Lutte Contre l'Illettrisme
OEE	Offre d'Emploi Enregistrée
OPCA	Organisme Paritaire Collecteur Agrée
OPACIF	Organisme Paritaire Collecteur agréé au titre du congé Individuel de Formation
OREF	Observatoire Régional Emploi Formation
PIB	Produit Intérieur Brut
PME	Petite et Moyenne Entreprise
SEGPA	Section d'Enseignement Général et Professionnel Adapté
SIRENE	Système Informatique pour le Répertoire des Entreprises et de leurs Établissements
STMT	Statistiques Mensuelles du Marché du Travail
TPE	Très Petite Entreprise
UCO	Université Catholique de l'Ouest
VAE	Validation des Acquis de l'Expérience

MICRORÉGIONS

NORD	Saint-Denis, Sainte-Marie, Sainte-Suzanne
EST	Saint-André, Bras-Panon, Saint-Benoît, Salazie, La Plaine des Palmistes, Sainte-Rose
SUD	Saint-Philippe, Saint-Joseph, Petite Ile, Le Tampon, Saint-Pierre, Saint-Louis, Cilaos, Entre Deux, l'Étang Salé, Les Avirons
OUEST	Trois Bassins, Saint-Leu, Saint-Paul, Le Port, La Possession.

NIVEAUX DE FORMATION

Niveau VI	Abandon sans diplôme à la fin de la scolarité obligatoire
Niveau V	BEP, CAP
Niveau IV	BAC, BAC PRO, BM, BP, BTM
Niveau III	BTS, DUT, DEUST
Niveau II	Licence, Maîtrise
Niveau I	Bac + 5 et plus

FORMATIONS

CPESIP	Cycle Préparatoire aux Études Supérieures et à l'Insertion Professionnelle
CADEG	Certificat d'Aptitude en Droit, Economie et Gestion
DU	Diplôme Universitaire
DUT	Diplôme Universitaire de Technologie
DCEM	Deuxième Cycle des Etudes Médicales
LMD	Licence, Master et Doctorat
PACES	Première Année Commune aux Etudes de Santé
PCEM	Premier Cycle d'Etudes Médicales

Crédits photos : Fotolia - PHMER/FST - F. Leveneur - Kirikoo
KIRIKOO kirikoocommunication.fr 0692 26 28 78

Tableau de bord EFOP

Emploi - Formation Orientation Professionnelle

carif ■ oref
Ile de La Réunion

SyOP
Système d'Observation Partenarial

Directeur de publication
Jean-René HOAREAU
Sous la coordination de
Guillaume BRIONNE
Conception
Vincent CATAPOULÉ
Suivi de publication
Gilda TINJUS

Adresse physique
190, rue des Deux-Canons
Immeuble Futura (R.d.Ch.)
97495 Sainte-Clotilde Cedex
Tél. 02 62 28 30 47
Fax : 02 62 28 04 44
Courriel : contact@cariforef-reunion.net
Site web : www.cariforef-reunion.net

l'Europe s'engage à La Réunion avec le FSE
UNION EUROPEENNE
Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Région Réunion
www.regionreunion.com